PROCES-VERBAL
CONSEIL COMMUNAUTAIRE DU 17 SEPTEMBRE 2026
A CHARLIEU
19H00

Présents : M. GROSDENIS Henri, M. CHIGNIER Bernard, M. MATRAY Jean Luc, Mme. GASDON Christine, M. FAYOLLE Jean, M. CHEVALIER Damien, Mme DEMONT-POYET Nadège, M. PAVET Patrice, Mme DE CASTRO RIBEIRO Odette, M. LACROIX Jérémie, Mme URBAIN Sandrine, M. DANIERE Sébastien, M. BUTAUD Jean Charles, M. LOMBARD Hervé, M. BAS Christian, Mme DUGELET Isabelle, M. ANTOINAT Guy, Mme. LEBEAU Colette, M. VIODRIN Jérôme, M. SANDRI Roger, Mme BRIENNON Geneviève, M. FONTAINE Didier, M. VALORGE René, Mme CHEVALIER Sylvie, M. CROZET Yves, Mme LEBLANC Florence, M. DESCAVE Guillaume, M. THEVENET Jean Victor, M. AUBRET Alain, M. PALLUET Dominique, Mme. RESSOT Ghislaine, Mme DESSEIGNE Catherine, M. BOUSSAND David.

Excusés : Mme MONTANES Veronique, Mme DEVIS Isabelle, Mme LOPEZ Isabelle, Mme BERAUD Audrey, M. BERTHELIER Bruno, M. DECHAVANNE Yves (remplacé par M ANTOINAT Guy), M PONCET Paul, Mme JOLY Michelle, Mme BASSI Ophélie.

Pouvoirs Mme MONTANES Veronique à M. MATRAY Jean Luc, Mme LOPEZ Isabelle à M FAYOLLE Jean, Mme BERAUD Audrey à M CHEVALIER Damien, M. BERTHELIER Bruno à M. PAVET Patrice, Mme BASSI Ophélie à M DESCAVE Guillaume.

TABLEAU DES VOTES	
	Début de séance
Nombre de conseillers en exercice	**41**
Nombre d'absents non remplacés	**8**
Nombre de présents	**33**
Nombre de pouvoirs	**5**
Votes comptabilisés	**38**
Quorum - majorité est atteinte si le nombre de conseillers en exercice présents à la séance est supérieur à la moitié du nombre des membres en exercice – à 21	**Atteint**

Election d'une secrétaire de séance : Mme Odette DE CASTRO RIBEIRO (Charlieu)

SOMMAIRE :

➔ **EAU POTABLE**

Positionnement sur les modes de gestion des services d'eau potable

Convention répartition avec la commune de St Germain le Montagne d'un emprunt en eau potable

➔ **ECONOMIE**

Accompagnement des acteurs de la création : examen des conventions avec Initiatives Loire, Réseau entreprendre et France Active

Vente d'une parcelle sur la zone de Cuinzier

Vente de parcelles sur la zone de Pouilly sous Charlieu

Subvention association Pouilly Bouge

➔ **TOURISME**

Modification de la composition du collège des professionnels au sein du comité de direction de l'Office de Tourisme

➔ **MEDIATHEQUE**

Convention complémentaire de mutualisation du réseau informatique de lecture publique pour intégration des sites de Mars et Belleroche

➔ **GESTION DES MILIEUX AQUATIQUES ET PROTECTION CONTRE LES INONDATIONS**

Evolution des statuts du syndicat mixte Roannaise de l'Eau

➔ **FINANCES**

Instauration de la taxe gestion des milieux aquatiques et de la protection contre les inondations (GEMAPI)

Reversement de la compensation pour le Service Public de la Petite Enfance (SPPE)

➔ **RESSOURCES HUMAINES**

Evolution du régime d'astreinte

➔ **ADMINISTRATION GENERALE**

Avenant n°2 à la convention pour l'animation du programme LEADER Loire

➔ **DIVERS**

Le procès-verbal de la séance du 16 juillet 2026 est adopté à l'unanimité.

COMPTES RENDU DES DECISIONS DU PRESIDENT

Le Président de Charlieu-Belmont Communauté,
Vu le code général des collectivités territoriales et notamment son article L 5211 – 10,
Vu la délibération N°2026-103 du Conseil Communautaire fixant les délégations au Président

❖ DECHETS MENAGERS COLLECTE DES TEXTILES

Considérant la nécessité de procéder à la collecte des apports de textile (sur 32 conteneurs) sur les 25 communes du territoire de Charlieu Belmont Communauté suite à l'arrêt d'activité des Relais de Bourgogne,

DECIDE

- **De retenir l'offre de la Plateforme Solidaire du Roannais pour la prestation de collecte d'août 2026 à janvier 2027 pour un montant de 6 684.48 € TTC à destination du site du tri d'Emma.**
- **De dire que la dépense est prévue en fonctionnement sur le budget déchets ménagers**

❖ EAU POTABLE - MISSION D'ASSISTANCE A MAITRISE D'OUVRAGE SPECIFIQUE 2026

Considérant l'intérêt de procéder à une analyse technique et administrative du contrat de délégation de service public eau potable sur le secteur de Bemont de la Loire par les services de la MAGE du Département,

DECIDE

- **De retenir le devis du Département de la Loire pour la mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage spécifique liée à l'analyse de la délégation de service public eau potable sur la commune de Belmont de la Loire, pour un montant total de 7 911,04 €.**
- **De dire que la dépense est prévue sur le budget annexe eau potable en section de fonctionnement.**

❖ CONVENTION POUR L'AMELIORATION DES PRATIQUES SUR LES MASSES D'EAU DE L'AILLANT ET DU TRAMBOUZAN

Considérant la nécessité d'affirmer l'engagement des acteurs du territoire en faveur de la protection de la qualité de l'eau et des écosystèmes qui en dépendent, dont objectif est de démontrer qu'une action concertée et territorialisée, fondée sur des pratiques agricoles durables ainsi que sur des améliorations de la fonctionnalité des cours d'eau et des systèmes d'assainissement collectif, contribue à la préservation de l'eau.

DECIDE

- **De signer une convention avec les Chambres d'Agriculture de la Loire et du Rhône, le Syndicat Mixte des Rivières du Sornin et affluents (SYMISOA), la Roannaise de l'Eau et L'Etat pour l'amélioration des pratiques sur les masses d'eau de l'Aillant et du Trambouzan.**
- **De préciser que Charlieu Belmont Communauté établira un plan d'actions adapté et veillera à la mise en œuvre des mesures correctives destinées à réduire les apports azotés susceptibles d'entraîner une eutrophisation du milieu aquatique, notamment par :**

• la réhabilitation des systèmes d'assainissement collectifs et non collectifs (veiller à la mise en conformité par les propriétaires) ;
• l'amélioration des performances épuratoires des ouvrages existants ;
• la réduction des apports directs au milieu naturel.

- **Dit qu'un suivi et calendrier de mise en œuvre sont établis**

❖ **CENTRE AQUATIQUE - MARCHE DE PRESTATIONS DE MENAGE**

Considérant la nécessité de lancer une consultation concernant le marché de prestations de ménage pour le centre aquatique intercommunal,

Considérant les éléments figurant au rapport d'analyse des offres et dans le rapport de présentation et le rapport d'analyse des offres,

DECIDE

- **D'attribuer le marché à la société ONET SERVICES, sise 169 rue de la Rotonde - 42153 RIORGES – pour un montant estimé de 37 060,34 € HT par an (hors révision des prix) soit un montant global pour la durée de l'accord cadre (3 ans) :**

111 181,02 € HT soit = 133 417,224 € TTC

- **De rappeler que le présent marché est un accord-cadre avec un montant maxi de commandes fixé à 210 000 € HT sur sa durée globale (3 ans)**
- **De rappeler que l'accord-cadre est conclu pour une durée de 1 an ferme à compter du 1er septembre 2026. Il peut être renouvelé deux (2) fois, par tacite reconduction, pour une période d'un (1) an sans que sa durée totale ne puisse excéder trois (3) ans.**

❖ **ECONOMIE ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION AU TITRE DE L'AIDE AU DEVELOPPEMENT DES PETITES ENTREPRISES DU COMMERCE, DE L'ARTISANAT ET DES SERVICES AVEC POINT DE VENTE A LA SAS LE COMPTOIR DES HOMMES**

DECIDE

- D'attribuer une subvention d'un montant de 3 433 € à la SAS LE COMPTOIR DES HOMMES dans le cadre de la création d'une boutique de prêt à porter masculin, qui sera situé à l'adresse suivante 30 rue Chanteloup 42190 CHARLIEU, selon les dispositions décrites dans le tableau ci-dessous :

Dénomination sociale	LE COMPTOIR DES HOMMES
N° SIRET	106 105 984 00012
Dirigeant	Thibaut DURIAUD
Adresse	30 rue Chanteloup42190 CHARLIEU
Activité	Prêt à porter masculin
Dépenses éligibles	34 331,47 €
Subvention de Charlieu Belmont Communauté demandée	10% du montant des dépenses éligibles
Avis de la CCI Lyon Métropole St Etienne Roanne	Avis favorable
Montant accordé par Charlieu Belmont Communauté	3 433 €

- **Dit que la dépense est prévue en investissement du budget principal.**
- **Dit que la durée d'amortissement est fixée à 5 ans.**

❖ **MUTUALISATION MARCHE DE CONTROLE DE SECURITE PERIODIQUE DES EQUIPEMENTS SPORTIFS ET DES AIRES DE JEUX SUR LE TERRITOIRE DE CHARLIEU BELMONT COMMUNAUTE**

Considérant la nécessité de relancer une consultation concernant le marché de contrôle de sécurité périodique des équipements sportifs et des aires de jeux sur le territoire de Charlieu-Belmont Communauté.
Considérant les éléments figurant au rapport d'analyse des offres et dans le rapport de présentation,

DECIDE

- **D'attribuer le marché à la société SOLEUS, Parc de Miribel Jonage, Allée de Fontanil, 69120 VAULX EN VELIN, pour un montant estimé à 45 970 € HT sur les 60 mois de la durée du marché.**
- **De rappeler qu'il s'agit d'un groupement de commandes et qu'il appartient à chaque commune, membre du groupement, de signer son propre acte d'engagement avec le montant des prestations lui incombant.**
- **De rappeler que la durée du présent marché est fixée à 60 mois à compter du 1er septembre 2026.**

❖ **MUTUALISATION FORMATIONS 2026 A DESTINATION DES ELUS**

Considérant la nécessité de mettre en œuvre deux actions de formations à destination des élus, afin d'acquérir les fondamentaux de l'urbanisme, appréhender les outils de planification, les autorisations du droit des sols, sécuriser les décisions en matière d'aménagement du territoire et de maîtriser les fondamentaux des finances locales, comprendre la structure et l'élaboration du budget communal, sécuriser le pilotage budgétaire et financier de la collectivité.

DECIDE

- **De retenir l'offre de formation de l'AMF42 intitulée « les fondamentaux de l'urbanisme » pour un montant de 1800€ TTC la journée de formation, correspondant aux frais pédagogiques, aux frais de déplacement de l'intervenant et à la remise d'un support de formation.**
- **De retenir l'offre de formation de l'AMF42 intitulée « Les finances locales - le budget communal » pour un montant de 2200€ TTC la journée de formation, correspondant aux frais pédagogiques, aux frais de déplacement de l'intervenant et à la remise d'un support de formation.**
- **De dire que les formations seront dispensées en présentiel au siège de la communauté de Communes de Charlieu Belmont.**
- **De dire que la dépense est prévue en fonctionnement sur le budget principal**

❖ **CONTRAT DE MAINTENANCE DES ASCENSEURS ET MONTE CHARGE DES BATIMENTS DE CHARLIEU BELMONT COMMUNAUTE**

Considérant que le contrat de maintenance des ascenseurs et du monte-charge présents dans les bâtiments de Charlieu Belmont Communauté arrive à échéance au 31/12/2026 et qu'il convient de le renouveler
Considérant que le montant estimé est en deçà des seuils de procédure de marché public conformément à l'article R2122-8 du Code de la commande publique
Considérant que le contrat est proposé pour une durée de 6 ans en intégrant les équipements suivants :

- Ascenseur Médiathèque
- Ascenseur CA
- Ascenseur espace service intercommunal
- Ascenseur école de musique
- EPMR agrandissement CA

DECIDE

- **De retenir l'offre de la société Loire Ascenseurs, sise, 22 rue du Puits Rochefort – 42100 SAINT ETIENNE – pour un montant estimé à 27 600.00 € HT sur la durée totale du marché (6 ans).**

- **De rappeler que le présent contrat est conclu pour une durée ferme de 1 an à compter du 1er janvier 2027. Il peut être renouvelé cinq (5) fois, par tacite reconduction, pour une période d'un (1) an sans que sa durée totale ne puisse excéder six (6) ans.**
- **De rappeler que la dépense est prévue aux budgets des services concernés.**

❖ **MARCHE DE PRESTATIONS D'ENTRETIEN ET DE MAINTENANCE DES INSTALLATIONS DE PRODUCTION DE CHAUFFAGE, D'EAU CHAUDE SANITAIRE ET DE CLIMATISATION DES BATIMENTS DE CHARLIEU BELMONT COMMUNAUTE**

Considérant la nécessité de relancer une consultation pour le marché de prestations d'entretien et de maintenance des installations de production de chauffage, d'eau chaude sanitaire et de climatisation des bâtiments de Charlieu-Belmont Communauté,
Considérant les éléments figurant au rapport d'analyse des offres et dans le rapport de présentation,
Considérant qu'il y a lieu de constater l'infructuosité de la procédure et d'y mettre un terme,
Considérant que l'article R 2122-2 du code de la commande publique autorise, dans les conditions de l'espèce, de passer le marché en procédure négociée sans publicité ni concurrence préalable,

DECIDE

- **De retenir l'offre de la société THERMI DÉPANNAGE, sise 134 rue de Saint Exupéry - ZA Les Béluzes - 42720 POUILLY SOUS CHARLIEU, pour un montant estimé 12 541,00 € HT par an (hors révision) soit 50 164,00 € HT pour la durée globale du marché (4 ans).**
- **De procéder à une mise au point du marché avant sa notification pour préciser les éléments suivants :**
- **Les articles 4.3.3.3, 4.3.4.1, 4.3.4.2 et 4.4.2 du CCTP concernent la partie eau chaude sanitaire et les chaudières du centre aquatique.**

Compte tenu de leur caractère complexe et nouveau, ces équipements sont actuellement maintenus par leur installateur dans le cadre d'une prestation renouvelée chaque année.
Aussi, la prestation d'entretien et de maintenance de ces équipements initialement prévue dans le marché n'est finalement pas concernée par le marché (elle pourra éventuellement l'être à terme ; un avenant sera alors conclu).

- **Les prix P2.1 – CHAUFFAGE et P2.4 – ECS de la DPGF correspondent auxdits équipements précédemment cités et sont donc renseignés par la mention « autre prestataire ». En cas d'avenant, l'entreprise sera invitée à proposer un prix pour la réalisation de ces prestations.**
- **D'accepter la sous-traitance à la Société MEN, comme décrit dans la DC4 correspondante pour un montant de 1 650 € par an et pour la durée globale du marché (4 ans).**
- **De rappeler que la durée du présent marché est fixée à un (1) an ferme, renouvelable trois fois par tacite reconduction sauf préavis de 4 (quatre) mois, soit au maximum 4 (quatre) ans à compter du 15 octobre 2026.**
- **De rappeler que la dépense est prévue en fonctionnement sur les budgets concernés.**

DOSSIERS A L'ORDRE DU JOUR

EAU POTABLE

- Positionnement sur les modes de gestion des services d'eau potable

M. Jerôme VIODRIN, Vice-président en charge de l'eau et l'assainissement rappelle qu'un rapport préalable a été transmis en annexe à chacun des conseillers. Il y était indiqué qu'une part de la proposition qui sera soumise à délibération tiendrait compte de l'avis de la commune de Belmont qui serait rendu le 11 septembre, après intervention en conseil municipal de M. VALORGE et M. VIODRIN.

Il convient d'envisager quel sera le mode de gestion des services de l'eau potable de Charlieu Belmont Communauté à l'issue des contrats de DSP en cours.
Conformément à l'article L.1411-4 du Code général des collectivités territoriales, l'assemblée délibérante (le Conseil Communautaire, ici) doit se prononcer sur le principe de la délégation de service public relatif à la gestion du service de l'eau potable.

En préalable de cette délibération, le Conseil Communautaire est tenu de consulter pour avis :

- Le Comité technique (CT) en application de l'article 33 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984. Toutefois, la jurisprudence administrative considère que la consultation du Comité technique n'est pas requise préalablement à la délibération décidant de déléguer la gestion d'un service public local, lorsque le service n'était pas auparavant assuré en régie. En effet dans ce cas, la décision de la collectivité de déléguer le service public n'affecte ni l'organisation, ni le fonctionnement général de son administration (Voir en ce sens, CE, 27 janvier 2011, Commune de Ramatuelle, n°338285).

- La Commission consultative des services publics locaux (CCSPL) en application de l'article L.1411-4 du Code général des collectivités territoriales pour les communes de plus de 10 000 habitants, les établissements publics de coopération intercommunale de plus de 50 000 habitants et les syndicats mixtes comprenant au moins une commune de plus de 10 000 habitants.
En l'espèce, ni la commission consultative des services publics locaux, ni le Comité technique n'ont été consultés, leur consultation n'était pas requise en application des textes en vigueur et de la jurisprudence administrative.

Pour l'avenir, Charlieu Belmont Communauté peut décider pour tout ou partie de son territoire d'une :

- Exploitation du service en régie directe : dans cette hypothèse, la Communauté de Communes gère et exploite le service avec ses propres moyens matériels et humains. Elle assume l'ensemble des risques du service : risque technique, risque financier et risque commercial.

- Exploitation du service dans le cadre d'un marché public de prestations de services, montage juridique qui implique que la Communauté de Communes verse un prix en contrepartie des prestations réalisées et assume lui-même la facturation auprès des usagers.

Pour ces deux modes de gestion, Charlieu Belmont Communauté doit assurer lui-même le recouvrement des redevances auprès des usagers ; elle supporte aussi le risque, y compris commercial, du service et doit mettre en place un service de facturation.

- Exploitation du service dans le cadre d'un contrat de type délégation de service public, sous la forme d'affermage, au sens des dispositions de l'article L. 1411-1 du CGCT (version en vigueur à compter du 1er avril 2016) qui prévoient que :

« Une délégation de service public est un contrat de concession au sens de l'ordonnance n°2016-65 du 29 janvier 2016 relative aux contrats de concession, conclu par écrit, par lequel une autorité délégante confie la gestion d'un service public à un ou plusieurs opérateurs économiques, à qui est transféré un risque lié à l'exploitation du service, en contrepartie soit du droit d'exploiter le service qui fait l'objet du contrat, soit de ce droit assorti d'un prix.

La part de risque transférée au délégataire implique une réelle exposition aux aléas du marché, de sorte que toute perte potentielle supportée par le délégataire ne doit pas être purement nominale ou négligeable. Le délégataire assume le risque d'exploitation lorsque, dans des conditions d'exploitation normales, il n'est pas assuré d'amortir les investissements ou les coûts qu'il a supportés, liés à l'exploitation du service.

Le délégataire peut être chargé de construire des ouvrages, de réaliser des travaux ou d'acquérir des biens nécessaires au service public ».

La délégation de service public constitue un mode de gestion du service public par lequel la Communauté de Communes confie par contrat, à un tiers, la gestion du service à ses risques et périls moyennant une rémunération établie sur la base des tarifs définis contractuellement avec la Communauté de Communes.

La Communauté de Communes prévoit de poursuivre de siéger en représentation-substitution au sein du SIE de la Vallée du Sornin pour les communes concernées (Maizilly, St Denis de Cabanne et partie de St Pierre la Noaille) et de Roannaise de l'Eau (communes de La Gresle, Sevelinges, Vougy).
La Communauté de Communes prévoit de poursuivre l'exploitation en régie des services l'étant actuellement (communes d'Arcinges, Belleroche, Ecoche, Le Cergne, Mars, St Germain la Montagne). Elle envisage favorablement la montée en puissance de cette structure.

Ainsi les scénarii envisagés ne concernent donc que les services actuellement en délégation de service public, à savoir Belmont de la Loire, Charlieu, Cuinzier et le périmètre de l'Ex-SIADEP. Chacun de ces services fait l'objet au sein du rapport d'une analyse avantages inconvénients d'une gestion en DSP et d'une gestion en régie, avec la reprise des caractéristiques de chaque contrat. L'avis du conseil municipal de Belmont de la Loire a été spécifiquement recueilli le 11 septembre du fait de l'hypothèse de reprise en régie envisagée.

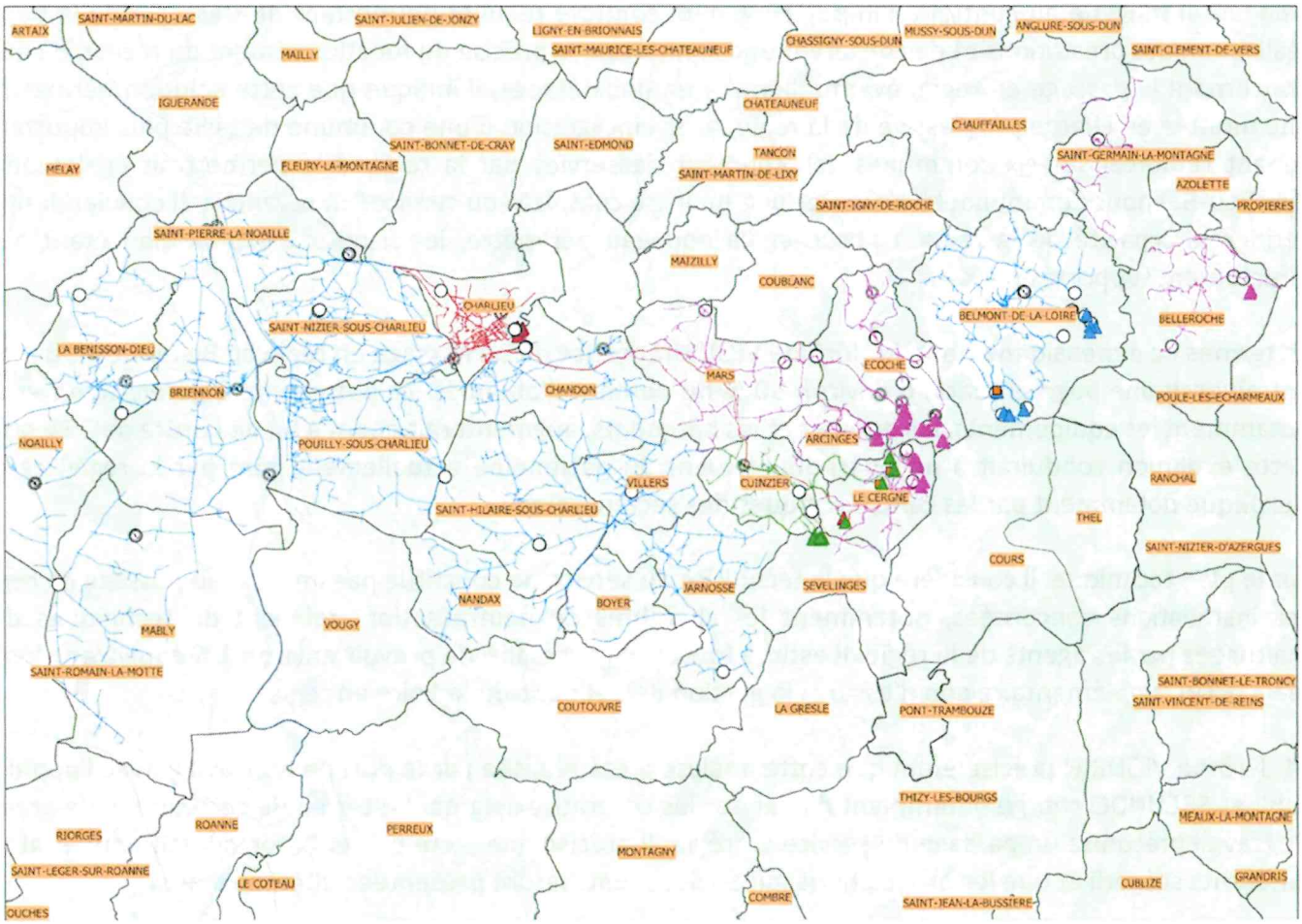
M. Jérôme VIODRIN présente ainsi les différents modes de gestion du service d'eau potable sur le territoire. Il rappelle que les communes actuellement en délégation de service public (DSP) sont Belmont-de-la-Loire, Charlieu, Cuinzier ainsi que les communes relevant de l'ancien SIADEP.

En termes de volume, les secteurs actuellement en DSP représentent environ 8 728 abonnés, contre 1 531 abonnés pour les communes exploitées en régie.

Concernant le montant des factures pour une consommation de référence de 120 m³, il indique que le tarif s'élève à 384 € à Belmont-de-la-Loire, 266 € à Charlieu, 353 € sur le secteur de l'ancien SIADEP, 559 € à Cuinzier et 386 € en moyenne pour les régies.
M. Jean FAYOLLE précise que, pour les trois communes du secteur Rhône-Loire-Nord, à savoir Sevelinges, La Gresle et Vougy, le montant s'élève à 363 € pour 120 m³, et pour les 3 communes rattachées au syndicat de Eaux de la Vallée du Sornin à savoir Maizilly, St Denis de Cabanne le tarif est de 365€.

M. Jérôme VIODRIN explique que les écarts tarifaires s'expliquent notamment par les caractéristiques des réseaux. Les secteurs de Belmont-de-la-Loire, de l'ancien SIADEP et des régies présentent davantage de réseaux en zone rurale, avec des linéaires importants rapportés au nombre d'abonnés, ce qui contribue à augmenter les coûts et, par conséquent, les tarifs. Il précise que Charlieu bénéficie actuellement d'un tarif légèrement inférieur en raison des caractéristiques de son réseau très urbain.

Il présente enfin une cartographie des différents réseaux d'eau potable afin de permettre aux élus de mieux visualiser les secteurs concernés :



M. Jérôme VIODRIN indique que Charlieu apparaît en rouge, Cuinzier en vert et que les secteurs représentés en violet-rose correspondent au service unifié, lequel est divisé en deux secteurs avec Belmont-de-la-Loire au centre.
Il précise que Belmont-de-la-Loire est actuellement exploité en délégation de service public avec la SAUR, tandis que Charlieu, le SIADEP et Cuinzier sont exploités en DSP avec VEOLIA.

M. Jérôme VIODRIN présente désormais plusieurs scénarii de gestions envisageables :

<u>Concernant la question du mode de gestion future du service de Belmont-de-la-Loire</u>, il évoque l'hypothèse d'un passage en régie, éventuellement en deux étapes, avec une période transitoire sous contrat de prestation de services avant une exploitation en régie, ou une reprise en régie à l'issue du contrat de DSP.
Il souligne que la localisation de Belmont-de-la-Loire, située entre les secteurs actuellement exploités en régie, rendrait la mise en œuvre d'un passage en régie relativement aisée. Le fonctionnement de Belmont-

de-la-Loire et le traitement de l'eau étant similaires à ceux des services exploités en régie, les contraintes techniques seraient limitées.
A contrario, l'intégration de Belmont-de-la-Loire au prochain contrat de DSP, avec l'ex-SIADEP et Charlieu, présenterait l'avantage de disposer d'un même délégataire et donc d'un interlocuteur unique sur l'ensemble du périmètre. Les risques liés au transfert seraient alors supportés par le délégataire. En revanche, cette solution ne permettrait pas un passage en régie pendant la durée du futur contrat, prévue pour dix ans, sauf à prévoir une clause de revoyure. Elle nécessiterait également la mise en place de contrôles afin de garantir la maîtrise du service par la collectivité.

M. Jérôme VIODRIN rappelle qu'une DSP n'empêche pas la collectivité d'assurer un suivi étroit du service délégué. Il souligne au contraire l'importance d'un contrôle régulier permettant de s'assurer de la bonne réalisation des prestations et de conserver une connaissance précise du fonctionnement du réseau d'eau.
Concernant le passage en régie, éventuellement en deux étapes, il indique que cette solution permettrait une montée en charge progressive de la régie, avec l'intégration d'une commune de taille plus importante venant renforcer les six communes actuellement desservies par la régie. Elle permettrait également à Charlieu-Belmont Communauté d'assurer une maîtrise complète du service. En revanche, il conviendrait de vérifier la capacité de la régie à absorber ce nouveau périmètre, les risques d'exploitation étant alors directement supportés par celle-ci.

En termes de dimensionnement, M. Jérôme VIODRIN précise qu'un passage en régie de Belmont-de-la-Loire entraînerait une augmentation d'environ 50 % du nombre d'abonnés. Le patrimoine à gérer, comprenant notamment les équipements, les organes et les bâtiments, augmenterait quant à lui de l'ordre de 25 à 40 %. Cette évolution conduirait à un quasi-doublement du patrimoine actuellement géré par la régie, ce qui s'explique notamment par les caractéristiques des secteurs ruraux.

Sur le plan technique, il considère que la technicité du service ne constitue pas un frein au passage en régie. Les installations concernées, notamment les chambres de neutralisation, relèvent de techniques déjà maîtrisées par les agents de la régie. Il estime toutefois nécessaire de prévoir environ 1,5 équivalent temps plein (ETP) supplémentaire afin d'assurer la gestion de Belmont-de-la-Loire en régie.

M. Jérôme VIODRIN précise enfin que cette analyse a été réalisée par le groupe de travail, avec l'appui du cabinet SECUNDO chargé notamment d'analyser les contrats existants. Au terme de cette étude, le groupe de travail préconise un passage du service en régie. Il précise que cette présentation constitue un état des différents scénarii et que les propositions qui en découlent seront présentées ultérieurement.

<u>Charlieu et ex SIADEP :</u>

M. Jean FAYOLLE, Vice-président en charge de l'eau précise que les DSP de Charlieu et de l'ex-SIADEP présentent un décalage d'une journée entre leurs dates respectives de fin de contrat.
Il indique que ces deux syndicats présentent des caractéristiques et des usages de l'eau relativement similaires et disposent actuellement de services exploités en DSP. Au regard de la complexité des services et des traitements nécessaires, ce mode de gestion apparaît adapté.
Il rappelle notamment que, pour l'ex-SIADEP, l'eau doit être refoulée sur environ 250 mètres de dénivelé, depuis le secteur situé au niveau le plus bas du périmètre de la DSP, à Saint-Pierre-la-Noaille, jusqu'à la cime de Jarnosse. Cette configuration implique des installations spécifiques ainsi qu'un dispositif de traitement de l'eau relativement complexe.

M. Jean FAYOLLE précise également que, contrairement à Belmont-de-la-Loire, les services de Charlieu et du SIADEP exploitent des ressources constituées d'eaux de nappes d'accompagnement de la Loire et/ou du Sornin. Ces ressources présentent une nature différente et nécessitent des traitements supplémentaires, rendant le procédé de traitement de l'eau plus complexe sur le plan technologique.
Au regard de ces éléments, l'étude réalisée préconise le maintien de ces deux services en délégation de service public, notamment en raison de la complexité du traitement de l'eau.

Cuinzier :

M. Jean FAYOLLE précise que le contrat de délégation de service public de Cuinzier arrive à échéance en septembre 2032. Il indique que le service comprend également une station de traitement de l'eau.
Il précise que l'alimentation repose principalement sur une ressource en eau de source, avec un dispositif de secours assuré par le SIADEP. Habituellement, ce recours au SIADEP était limité à deux ou trois semaines. Toutefois, en raison de la baisse importante du débit des sources, la période de secours s'est prolongée cette année sur plusieurs mois.
M. Jean FAYOLLE souligne également une particularité technique du service, liée à la présence d'une usine de reminéralisation et de traitement des eaux mise en service il y a une vingtaine d'années.

Il est présenté cinq possibilités concernant le maintien de Cuinzier en gestion contractuelle :

- La première consiste à maintenir le contrat actuel et à reporter à une date ultérieure la décision relative au mode de gestion.
- La deuxième prévoit de maintenir le contrat actuel, tout en décidant d'intégrer Cuinzier au prochain contrat de délégation de service public (DSP) regroupant le SIADEP et Charlieu, à l'issue de la DSP actuelle de Cuinzier.
- La troisième possibilité consiste à maintenir le contrat actuel jusqu'à son échéance, puis à prévoir un passage en régie.
- La quatrième consiste à négocier une rupture anticipée du contrat avec Veolia afin de permettre un passage en régie dès 2028.
- Enfin, la cinquième possibilité prévoit également une négociation d'une rupture anticipée du contrat avec Veolia, mais avec pour objectif d'intégrer Cuinzier, dès le démarrage du nouveau contrat, au périmètre de la DSP regroupant l'ex-SIADEP et Charlieu.

Avantages et inconvénients de chacun de ces scénarios :

	Avantages	Contraintes - Freins
1.Le maintien du contrat actuel avec une décision ultérieure sur le mode de gestion,	Pas de décision à prendre à ce stade : plus de visibilité dans 3 ans. Risques et périls transférés au délégataire.	Une nouvelle démarche de consultation en cas de choix d'une DSP avec des élus récents. Une articulation des services moins souple en cas de changement de délégataire sur le reste du périmètre. Les abonnés continuent de payer la station dans les conditions financières actuelles. Contrôle à réaliser pour assurer la maitrise du service.
2.Le maintien du contrat actuel en décidant de l'inclure dans le prochain contrat de DSP SIADEP/Charlieu avec intégration à l'échéance,	Pas de démarches actuelles de négociation de rupture de contrat. Pas de démarches ultérieures. Risques et périls transférés au délégataire.	Une articulation des services moins souple en cas de changement de délégataire sur le reste du périmètre. Les abonnés continuent de payer la station dans les conditions financières actuelles. Contrôle à réaliser pour assurer la maitrise du service.
3.Le maintien du contrat actuel en décidant un passage en régie à l'échéance du contrat,	Pas de démarches actuelles de négociation de rupture de contrat. Pas de démarches ultérieures. Montée en charge de la régie. Maitrise totale du service.	Les abonnés continuent de payer la station dans les conditions financières actuelles. La régie sera-t-elle apte à gérer ce contrat (après Belmont de la Loire ?). Risques et périls supportés par la régie.
4.La négociation d'une rupture anticipée de contrat avec Véolia permettant un passage en régie en 2028,	En cas de succès de la négociation de rupture de contrat, les abonnés arrêtent de payer la station dans les conditions financières actuelles. Montée en charge de la régie. Maitrise totale du service.	Délai de négociation. La régie sera-t-elle apte à gérer ce contrat (après Belmont de la Loire ?). Risques et périls supportés par la régie.
5.La négociation d'une rupture anticipée de contrat avec Véolia permettant de l'inclure dans le prochain contrat de DSP SIADEP/Charlieu dès le démarrage du contrat.	En cas de succès de la négociation de rupture de contrat, les abonnés arrêtent de payer la station dans les conditions financières actuelles. Le contrat de DSP démarre sur un périmètre définitif dès le départ. Risques et périls transférés au délégataire.	Délai de négociation. Pas de passage en régie possible pendant la durée du contrat de DSP. Contrôle à réaliser pour assurer la maitrise du service.

M. Jean FAYOLLE précise que les différentes hypothèses présentées poursuivent plusieurs objectifs.
Le premier consiste à réduire le plus rapidement possible la charge financière supportée par les abonnés de Cuinzier. Dans cette perspective, l'intérêt d'une négociation portant sur une fin anticipée du contrat est notamment de pouvoir agir plus rapidement sur le coût du service.
Le deuxième objectif concerne le choix des modalités de gestion et la répartition des risques. M. Jean FAYOLLE souligne également l'importance de prendre en compte le risque lié au recours à un même délégataire pour plusieurs services. Il indique qu'il est aujourd'hui souhaitable de disposer de délégataires

distincts pour Charlieu et Cuinzier, actuellement tous deux exploités par Veolia, même si cette situation pourrait évoluer à l'avenir.
Il rappelle par ailleurs l'existence de services et d'interconnexions entre les deux collectivités, qui doivent être pris en considération dans le choix du mode de gestion.

Enfin, M. Jean FAYOLLE souligne que les négociations peuvent permettre d'obtenir des conditions financières plus favorables sur un périmètre de service plus important que sur deux périmètres distincts, y compris lorsque les deux périmètres présentent des tailles différentes.

Dans l'hypothèse d'un passage de Cuinzier en régie, M Jean FAYOLLE indique que les abonnés de Cuinzier représenteraient près de 30 % des abonnés de la régie actuelle. Son patrimoine représenterait entre 15 et 25 % du patrimoine actuel de la régie, selon les types d'ouvrages. Ainsi, Cuinzier représenterait environ 25 % du périmètre de la régie actuelle.

La station de traitement de Cuinzier est une station de reminéralisation et de traitement de la turbidité. Les mêmes exigences techniques et réglementaires s'appliqueraient en cas d'exploitation en régie comme dans le cadre de la DSP actuelle.
Il est précisé que la technicité du service ne constitue pas un frein à un passage en régie. Le besoin en ressources humaines supplémentaires pour assurer la gestion du service de Cuinzier est estimé à environ 0,75 ETP.

La localisation du service de Cuinzier permettrait également de renforcer la cohérence spatiale de la régie actuelle. Elle s'inscrit en effet dans un secteur situé à la limite des deux périmètres envisagés.
Enfin, il est rappelé que, dans l'hypothèse d'un passage en régie, le scénario présenté porte sur une régie intégrant à la fois les services de Belmont-de-la-Loire et de Cuinzier.

Dans le cas d'un passage en régie des services de Belmont de la Loire et de Cuinzier :

	Abonnés	Linéaire de réseau (km)	Nombre de sources / puits	Stations de traitement	Réservoirs	Reprises	Surpresseurs
Belmont de le Loire	886	53,8	7	2	4	2	2
Cuinzier	406	21	4	1	2	1	1
Arcinges	138	10,1	2	1	2	1	0
Belleroche	240	18,2	1	1	1	0	2
Ecoche	341	22,2	12	2	5	1	2
Le Cergne	383	18,4	8	0	2	1	0
Mars	327	29,2	4	1	3	0	1
Saint Germain la Montagne	102	8,3	2	0	3	1	1
Total de la régie	**1 531**	**106,4**	**29**	**5**	**16**	**4**	**6**
Ratio Belmont et Cuinzier/régie	84%	70%	38%	60%	38%	75%	50%

M. Jean FAYOLLE indique que dans l'hypothèse d'une intégration de Belmont-de-la-Loire et de Cuinzier en régie, le service compterait au total 1 531 abonnés pour un linéaire de réseau de 106 km.
Les abonnés de Belmont-de-la-Loire et de Cuinzier représenteraient près de 85 % des abonnés de la régie actuelle. Leur patrimoine représenterait entre 40 et 75 % du patrimoine actuel de la régie, selon le type d'ouvrage. Ainsi, Belmont-de-la-Loire et Cuinzier représenteraient environ 75 % du périmètre de la régie actuelle.

Les besoins supplémentaires en ressources humaines pour assurer la gestion des services de Belmont-de-la-Loire et de Cuinzier sont estimés à 2,25 ETP.

Il explique que les scénarios 1 à 3 impliquent la poursuite du paiement du coût élevé de l'îlot concessif.
Le scénario 4 où la régie d'eau potable de Charlieu Belmont Communauté double quasiment avec le passage en régie des services de Belmont de la Loire et de Cuinzier est complexe à mettre en place pour des raisons de recrutement et de prise de connaissance de nouveaux services par l'ensemble des agents.
En conséquence, il indique qu'il est prévu de retenir le scénario 5 avec négociation d'une rupture anticipée de contrat avec Véolia permettant d'inclure Cuinzier dans le prochain contrat de DSP SIADEP/Charlieu dès le démarrage du contrat au 1er janvier 2028.

M. Jérôme VIODRIN apporte une précision concernant le cinquième scénario, qui prévoit une sortie anticipée du contrat de Cuinzier. Il explique que cette hypothèse vise notamment à répondre au coût particulièrement élevé supporté par les abonnés de Cuinzier.
Il indique que le contrat prévoit un taux de 7,5 % pour l'îlot concessif, ce qui revient, selon lui, à supporter un coût comparable à celui d'un emprunt contracté à ce taux pour la commune de Cuinzier. Les travaux initiaux, estimés à environ 300 000 euros, conduiraient ainsi à un coût final supérieur à 600 000 euros pour la commune.

M. Jérôme VIODRIN souligne donc l'intérêt d'engager des négociations afin d'envisager une sortie anticipée du contrat. Il estime que la collectivité dispose d'éléments susceptibles de faciliter ces négociations, notamment au regard des conditions du contrat.
Il précise également que les résultats d'exploitation du service de Cuinzier par Veolia font apparaître, depuis quatre ans, un déficit récurrent lié à l'entretien du réseau. Dans ce contexte, il considère qu'une négociation pourrait permettre une sortie relativement rapide du contrat et une réintégration de Cuinzier dans un périmètre de délégation de service public.

M. Sébastien DANIERE indique avoir consulté les archives de la commune concernant le dossier engagé en 2012, alors qu'il n'était pas encore en fonction. Il précise que la commune avait alors choisi de se faire accompagner par un assistant à maîtrise d'ouvrage, en l'occurrence le cabinet Bac Conseil.
Il souligne que la gestion d'une délégation de service public constitue une démarche complexe, notamment sur le plan juridique, et estime qu'il est pertinent pour une collectivité de s'entourer de professionnels compétents lorsqu'elle ne dispose pas de l'expertise nécessaire en interne.

À la lecture des pièces du dossier, M. Sébastien DANIERE constate toutefois qu'aucune recommandation n'aurait été formulée par le cabinet Bac Conseil concernant la recherche de subventions auprès de l'Agence de l'eau, de la Région ou d'autres financeurs. Il précise que la mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage avait été facturée environ 9 900 euros et estime qu'un accompagnement de cette nature aurait notamment dû permettre à la commune d'être orientée sur les démarches et financements mobilisables.
Il relève qu'en conséquence, la commune se retrouve aujourd'hui avec des conditions financières particulièrement élevées, notamment un taux d'emprunt supérieur à 7,5 % pour le projet d'usine de reminéralisation.

M. Jérôme VIODRIN précise que ce taux était effectivement clairement mentionné dans le contrat.

Monsieur le Président rappelle qu'au moment de la réalisation du projet, les taux d'intérêt étaient de l'ordre de 3 à 3,5 %. Il souligne également qu'à cette période, un équipement de cette nature pouvait bénéficier d'un niveau de subvention important, pouvant atteindre environ 80 % entre les aides de l'Agence de l'eau et du Département.

M. Sébastien DANIERE précise que son propos ne vise pas à rechercher la responsabilité des équipes précédentes de Cuinzier. Il souhaite simplement relever que la commune avait fait le choix de recourir aux services d'un professionnel afin d'être accompagnée dans ce dossier, mais que cet accompagnement ne semble pas avoir permis de bénéficier des conseils et financements qui auraient pu être recherchés.
Il s'interroge sur les possibilités d'action dont disposerait aujourd'hui la collectivité pour revenir sur cette situation.

M. Jérôme VIODRIN indique qu'il est difficile d'intervenir sur les décisions prises par le passé. Il estime en revanche qu'une action reste possible concernant la sortie du contrat, notamment par la négociation d'une fin anticipée. Il souligne que la collectivité dispose d'arguments dans le cadre de cette négociation, certains éléments du contrat appelant selon lui à être examinés. Il précise toutefois qu'il n'est pas possible de revenir sur les décisions antérieures.

M. Sébastien DANIERE évoque ensuite la procédure de passation du contrat et indique qu'il lui semble qu'une seule entreprise avait répondu à la consultation. Il estime que cette situation a pu avoir une incidence sur les négociations qui ont suivi, même si deux tours de négociation ont été menés.

M. Jérôme VIODRIN indique qu'il est possible que le bureau d'études ait pris en compte le fait qu'un seul candidat avait répondu à la consultation. Il souligne toutefois qu'il n'est pas question de revenir sur les décisions passées, mais de dresser un constat de la situation actuelle et de rechercher les moyens permettant d'y mettre fin le plus rapidement possible.

M. Sébastien DANIÈRE précise qu'il souhaitait simplement apporter cet élément au débat, qu'il considère comme important pour comprendre le contexte du contrat.

M. Jean FAYOLLE souligne enfin que la collectivité dispose aujourd'hui d'une opportunité liée à la prochaine échéance du contrat. Il estime qu'une négociation permettant d'anticiper de cinq ans la sortie de ce contrat pourrait être bénéfique pour Cuinzier. Il rappelle que le transfert de compétence et la négociation menés conjointement pourraient permettre aux abonnés de bénéficier de conditions améliorées pendant ces cinq années, même si cette période demeure limitée.

Monsieur le Président indique que l'analyse des conditions de fin de contrat, réalisée par le cabinet SEGUNDO sur l'ensemble des contrats, a permis de mettre en évidence la possibilité d'anticiper la reprise du service de Cuinzier. Cette perspective n'avait initialement pas été envisagée, l'échéance du contrat étant fixée à 2032. Il souligne que cette possibilité constitue une opportunité pour structurer, à terme, un service cohérent et harmonisé à l'échelle intercommunale.

M. Jérôme VIODRIN présente ensuite le mode de gestion proposé à l'issue de l'analyse des différentes possibilités offertes à Charlieu-Belmont Communauté, en tenant compte des spécificités des services d'eau potable.
À la suite de la concertation menée lors de la conférence des maires du 3 septembre et des échanges intervenus entre Monsieur le Président et lui-même avec le conseil municipal de Belmont-de-la-Loire le 11 septembre, il est proposé :
De siéger en représentation-substitution au sein du Syndicat de la Vallée du Sornin et de Roannaise de l'Eau ; de maintenir en régie les services actuellement exploités selon ce mode de gestion ; de confier, au moyen d'un contrat unique de délégation de service public, la gestion des services de Charlieu, Cuinzier, Belmont-de-la-Loire et de l'ex-SIADEP. M. Jérôme VIODRIN précise que ce mode de gestion est de nature à responsabiliser le délégataire, lequel assumera les risques liés à l'exploitation et devra adapter son offre de services aux besoins effectifs des usagers. Il indique également qu'une clause de revoyure sera intégrée au

futur contrat afin de permettre à la collectivité de réexaminer, courant 2030, le mode de gestion du service de Belmont-de-la-Loire à compter du 1er janvier 2031.

M. Jérôme VIODRIN explique que cette clause de revoyure fait notamment suite aux échanges avec le conseil municipal de Belmont-de-la-Loire. Alors que la commune est actuellement gérée dans le cadre d'une délégation de service public, la collectivité lui a présenté son souhait initial d'envisager un passage en régie. Cette perspective n'a toutefois pas recueilli l'adhésion du conseil municipal de Belmont-de-la-Loire.

Il précise que ces échanges ont également conduit Charlieu-Belmont Communauté à s'interroger sur sa capacité à intégrer immédiatement le service de Belmont-de-la-Loire en régie, notamment au regard des besoins en personnel et des capacités d'organisation nécessaires à la gestion d'une commune de cette importance. Si la compétence technique de la régie actuelle apparaît suffisante, certaines incertitudes subsistent quant à sa capacité à absorber immédiatement ce nouveau périmètre.

Dans ce contexte, la clause de revoyure proposée au terme de trois années d'exploitation permettra d'évaluer le fonctionnement du service, la capacité de la régie à maintenir la qualité de ses prestations et la satisfaction à l'égard de la DSP concernant le service de Belmont. Elle permettra également à Charlieu-Belmont Communauté de réexaminer, à cette échéance, l'opportunité de renforcer et d'élargir le périmètre de la régie en y intégrant éventuellement le service de Belmont-de-la-Loire.

M. Jean FAYOLLE précise que la situation de Belmont-de-la-Loire présente une particularité liée à son isolement géographique. Il souligne que plusieurs éléments ne peuvent pas encore être déterminés avec certitude. D'une part, la capacité de la régie à intégrer le service de Belmont-de-la-Loire reste à apprécier. D'autre part, les conditions qui seront proposées par le futur délégataire ne sont pas encore connues, notamment en ce qui concerne leur déclinaison à l'échelle géographique du territoire et leur éventuelle incidence sur Belmont-de-la-Loire.
Il indique que le futur délégataire pourra notamment proposer une tarification uniforme sur l'ensemble du territoire ou, au contraire, maintenir des tarifs différenciés selon les anciens périmètres de service. Ces deux éléments constituent des paramètres importants qui ne pourront être évalués qu'après plusieurs années de fonctionnement.
M. Jean FAYOLLE estime ainsi qu'une période minimale de trois années d'exploitation est nécessaire avant de pouvoir réexaminer le choix du mode de gestion de Belmont-de-la-Loire.

M. Jérôme VIODRIN précise que le délai de trois ans a également été retenu afin de faire coïncider la clause de revoyure avec le milieu du mandat. Un délai plus long risquerait en effet de faire coïncider cette échéance avec une période électorale et un changement éventuel de mandature, ce qui pourrait compliquer la continuité du suivi du dossier et la réappropriation des décisions antérieurement prises.

M. Jérémie LACROIX s'interroge sur les modalités tarifaires qui seront prévues dans le futur contrat de délégation de service public. Il souhaite notamment savoir si le cahier des charges prévoira trois tarifs correspondant aux différents périmètres actuels ou s'il sera proposé un tarif unique à l'échelle du nouveau périmètre de DSP. Il s'interroge également sur les conséquences de la clause de revoyure concernant Belmont-de-la-Loire, qui pourrait conduire à prévoir une période ferme de trois ans, assortie d'une éventuelle période complémentaire de sept ans, dans le cadre d'un contrat d'une durée globale de dix ans.

M. Jérémie LACROIX fait part de son retour d'expérience concernant un précédent contrat de DSP d'une durée de cinq ans. Il explique que certaines charges fixes avaient alors été réparties sur une période plus courte que celle initialement envisagée, ce qui avait entraîné une charge plus importante sur chaque année

du contrat. Il estime qu'une difficulté similaire pourrait se présenter pour Belmont-de-la-Loire si certaines charges fixes étaient amorties sur trois ans au lieu d'être réparties sur la durée globale de dix ans.

M. Jérôme VIODRIN indique que cette question a effectivement été prise en compte dans la réflexion. Il souligne toutefois que la situation pourrait également conduire à une approche différente : compte tenu de l'éloignement géographique de Belmont-de-la-Loire et des difficultés actuelles d'approvisionnement, le délégataire pourrait être tenté d'appliquer un tarif plus élevé à ce secteur. À l'inverse, la perspective d'une clause de revoyure au terme de trois ans pourrait inciter le délégataire à consentir des efforts afin de conserver durablement ce périmètre.
Il précise toutefois que les modalités qui seront finalement proposées par les candidats ne peuvent pas être anticipées à ce stade.

M. Jean FAYOLLE confirme qu'il s'agit de plusieurs hypothèses qui devront être appréciées au moment de la négociation. Il souligne que, même si la durée ferme du contrat concernant Belmont-de-la-Loire est limitée à trois ans, ce service serait intégré à un contrat portant sur un périmètre global beaucoup plus important. Il reconnaît qu'il s'agit donc d'un choix comportant plusieurs incertitudes quant à la réaction du futur délégataire.

M. Jérôme VIODRIN précise que le futur contrat comportera une vision analytique distincte des quatre services concernés : l'ex-SIADEP, Charlieu, Cuinzier et Belmont-de-la-Loire. Le cahier des charges prévoira ainsi quatre tarifs distincts. Les candidats pourront néanmoins proposer un tarif identique pour l'ensemble des périmètres ou, au contraire, proposer des niveaux tarifaires différents selon les services.
Il indique que ces modalités ne pourront être déterminées qu'à l'issue de la consultation et des phases de négociation avec les candidats. La collectivité disposera alors d'une capacité de négociation permettant de rechercher les conditions les plus adaptées au fonctionnement des différents services.

M. Jérémie LACROIX souligne enfin la nécessité d'encadrer précisément les négociations afin d'éviter une procédure excessivement complexe, notamment en termes de rédaction et d'analyse des différentes propositions contractuelles. Il est confirmé que le cahier des charges prévoira quatre tarifs, tout en laissant la possibilité aux candidats de proposer un tarif identique pour les quatre périmètres.

Monsieur le Président rappelle l'importance du choix du futur mode de gestion et souhaite apporter une précision concernant la délégation de substitution. Il indique que six communes sont concernées par ce dispositif, dont la sienne, tandis que trois autres sont rattachées à Roannaise de l'Eau. Il précise que, dans le cadre de cette délégation de substitution, Charlieu-Belmont Communauté n'intervient ni dans la gestion du service ni dans la détermination de la tarification.
Il explique que, pour sa commune, le service relève du Syndicat des Eaux de la Vallée du Sornin. Ce dernier demeure compétent pour décider des travaux à réaliser dans le cadre de sa délégation de service public ainsi que pour fixer les tarifs. Charlieu-Belmont Communauté n'intervient donc pas dans ces décisions.

M. Jean-Luc MATRAY revient sur l'avis exprimé par le conseil municipal de Belmont-de-la-Loire. Il précise qu'un tour de table a été organisé au sein du conseil municipal, composé de quinze membres, sans qu'un vote formel n'ait été nécessaire, aucune délibération n'étant requise. Il remercie néanmoins la collectivité d'avoir sollicité l'avis de la commune.
Il indique que cet avis a été favorable au maintien du service en délégation de service public, notamment parce que le fonctionnement actuel donne satisfaction et que le prix de l'eau demeure raisonnable. Il précise qu'avec les derniers tarifs, la part fixe s'élève à 113 euros et la part variable à 2,03 euros, cumulées entre les parts revenant à la commune et au délégataire.

M. Jean-Luc MATRAY relativise par ailleurs la question de l'isolement géographique de Belmont-de-la-Loire. Il rappelle que la commune était déjà isolée avant la mise en place de la DSP actuelle et que cette dernière avait précisément permis au délégataire d'étendre son périmètre jusqu'à Belmont-de-la-Loire. Il estime que, même si la commune peut apparaître excentrée au sein d'un périmètre regroupant douze ou treize communes, cela n'a pas empêché le fonctionnement satisfaisant du service jusqu'à présent.
Il rejoint toutefois les interrogations exprimées par M. Jérémie LACROIX concernant la clause de revoyure à trois ans. Il craint qu'un engagement initial limité à trois années puisse conduire le délégataire à ne pas mobiliser l'ensemble des moyens qui pourraient être nécessaires sur le service de Belmont-de-la-Loire.
Il reconnaît néanmoins que le choix entre une intégration immédiate en régie et le maintien en DSP demeure complexe. Il souligne notamment que l'intégration de Belmont-de-la-Loire représenterait une augmentation importante du périmètre de la régie, avec environ 50 % d'abonnés supplémentaires et une augmentation significative du linéaire de réseau à gérer.
M. Jean-Luc MATRAY exprime enfin le souhait que le futur contrat de DSP permette de limiter autant que possible les écarts tarifaires entre les différentes communes et de tendre vers une tarification équilibrée.

M. Jérôme VIODRIN confirme que cet objectif constituera un point de vigilance lors de la procédure. Il précise que l'importance des écarts tarifaires entre les différents périmètres dépendra des propositions des candidats, mais que la collectivité veillera à rechercher la plus grande équité possible entre les usagers.
Concernant le futur délégataire, il indique que la collectivité entend assurer un suivi particulièrement rigoureux de l'exécution du contrat et porter une attention soutenue aux engagements pris, notamment au regard des précédents contrats.

M. Jean-Luc MATRAY souligne que le conseil municipal de Belmont-de-la-Loire est particulièrement favorable à la mise en place d'un suivi rigoureux du futur contrat.

M. Jérôme VIODRIN reconnaît que ce niveau de suivi n'avait pas toujours été assuré auparavant. Il indique que l'analyse des contrats existants a permis de mettre en évidence certaines dérives dans la gestion des délégations qui n'avaient pas nécessairement été identifiées jusqu'à présent.
Il précise par ailleurs que les contrats actuels arrivent à échéance à des dates différentes, notamment les 18 et 19 octobre. L'objectif est de les prolonger afin que l'ensemble des contrats concernés prennent fin au 31 décembre 2027 et que les nouveaux contrats puissent entrer en vigueur au 1er janvier 2028.

Monsieur le Président indique qu'à l'occasion du prochain conseil communautaire, il sera proposé de prolonger de quelques mois les contrats de DSP actuellement en vigueur pour l'ex-SIADEP, Charlieu et Belmont-de-la-Loire. Il précise que la prolongation serait de deux mois pour Belmont-de-la-Loire et de trois mois pour les autres contrats. À l'inverse, le scénario retenu conduit à anticiper la fin du contrat de Cuinzier. Quatre délibérations seront ainsi soumises au prochain conseil afin de modifier les dates d'échéance des quatre contrats actuellement en vigueur.

M. Yves CROZET attire ensuite l'attention sur la position des futurs candidats à la DSP. Il relève que certains opérateurs, notamment Veolia, disposent déjà d'une connaissance approfondie de plusieurs des services concernés, puisqu'ils sont actuellement délégataires à Cuinzier, pour l'ex-SIADEP et à Charlieu. D'autres opérateurs, tels que la SAUR, pourraient également se positionner.
Il souligne que les candidats connaissant déjà le territoire pourraient disposer d'informations leur permettant d'appréhender plus précisément les attentes et les sensibilités propres à chaque secteur, notamment celles de Belmont-de-la-Loire et de Cuinzier. Il estime ainsi qu'un candidat pourrait, par exemple, proposer des ajustements tarifaires différenciés entre les différents périmètres afin de parvenir à un équilibre global.

M. Yves CROZET considère que la négociation relative à la réduction de la durée du contrat de Cuinzier devra notamment tenir compte de ces différents équilibres économiques. Il souligne que les candidats disposent d'une expertise leur permettant d'anticiper les conséquences de leurs propositions sur l'ensemble du périmètre de la future DSP.
Il estime, dans ce contexte, que l'accompagnement du cabinet SECUNDO sera particulièrement utile pour analyser les offres et conduire un débat contradictoire avec les candidats, notamment afin de vérifier la cohérence des propositions formulées et d'identifier les éventuels mécanismes sous-jacents.

Monsieur le Président confirme l'importance de cet accompagnement. Il rappelle que le cabinet SECUNDO, qui a accompagné la collectivité dans toutes les réflexions et démarches entreprises préalablement aux transferts des 2 compétences assainissement et eau potable, intervient déjà sur l'analyse de la fin des contrats et la préparation du futur contrat. Il propose également que la collectivité envisage de maintenir cet accompagnement pendant toute la durée de la future DSP, considérant qu'un suivi approfondi du contrat constitue une expertise à part entière.
Il souligne que la collectivité ne dispose pas nécessairement en interne de toutes les compétences nécessaires pour analyser dans le détail les propositions contractuelles, notamment les aspects juridiques et les mécanismes susceptibles d'être intégrés par les délégataires. Il considère donc nécessaire d'être en mesure d'analyser précisément les propositions initiales comme les évolutions ultérieures et la vie-même du contrat.

Monsieur le Président rappelle que le délégataire doit naturellement disposer d'un modèle économique lui permettant d'assurer la pérennité de son activité. Il estime néanmoins que les coûts doivent rester justifiables, transparents et maîtrisables par la collectivité. Il souligne que l'analyse des quatre contrats actuels a fait apparaître plusieurs évolutions tarifaires ou financières dont les variations ne sont pas toujours suffisamment explicitées, voire explicables.

M. Jean FAYOLLE indique que l'analyse des quatre DSP a permis de constater que chacune présente des caractéristiques différentes, avec des points positifs et des points négatifs qui ne sont pas nécessairement comparables d'un contrat à l'autre. Il estime que cette diversité constitue un élément important à prendre en considération dans la préparation du futur contrat.
Il souligne également l'intérêt de recourir à un cabinet ayant une expérience de plusieurs DSP, car celui-ci dispose d'un recul et d'une connaissance des pratiques de différents délégataires et de différents territoires. Il considère que cette expertise permet d'éviter une approche consistant à reprendre systématiquement les éléments positifs de chaque contrat tout en écartant les éléments négatifs, sans tenir compte de leur contexte.

M. Jean FAYOLLE souligne enfin que les négociations avec les délégataires mobilisent généralement des compétences spécialisées dans les domaines techniques, rédactionnels et juridiques. Il estime donc nécessaire que la collectivité puisse disposer d'un niveau d'expertise suffisant pour être en mesure de dialoguer à armes égales avec les opérateurs et d'apprécier pleinement leurs propositions.

M. Jérôme VIODRIN précise que le futur cahier des charges a été conçu afin d'encadrer davantage les obligations du délégataire. Il indique que de nombreuses exigences supplémentaires ont été intégrées afin de limiter les marges d'interprétation et de permettre à la collectivité d'assurer un contrôle plus étroit de l'exécution du service.

Monsieur le Président souligne enfin que les difficultés rencontrées cette année montrent l'importance d'une gestion particulièrement rigoureuse du service de l'eau, notamment dans un contexte où des périodes

de tension sur la ressource pourraient se reproduire. Il estime que la qualité du service et la gestion des infrastructures devront être irréprochables.
Il rappelle également que la collectivité devra poursuivre les investissements nécessaires au renouvellement et à l'entretien des réseaux, tout en veillant à ce que l'exploitation quotidienne des services soit assurée dans des conditions de qualité, de transparence et de maîtrise des coûts.

M. Bernard CHIGNIER souligne l'importance de l'entretien du réseau. Il précise qu'en régie, la collectivité assure directement l'entretien de son réseau, tandis qu'en délégation de service public (DSP), il convient d'être vigilant et de prévoir les modalités de renouvellement et de modernisation du réseau.

M. Jean FAYOLLE indique que, dans les DSP envisagées, l'entretien et les investissements liés au réseau seraient à la charge de la collectivité. Il rappelle l'expérience du SIADEP, dans laquelle une précédente délégation prévoyait certains travaux d'entretien à la charge du délégataire, alors que la nouvelle délégation n'en prévoyait plus. Selon lui, cette évolution avait permis d'améliorer le rendement du réseau et de maîtriser les coûts d'investissement.

M. Bernard CHIGNIER précise que cette répartition des responsabilités ne s'applique pas à toutes les DSP. Il souligne que l'entretien courant d'un réseau est relativement simple, mais que sa modernisation et sa mise à niveau constituent des enjeux différents.

M. Jean FAYOLLE indique que l'objectif est que les investissements relèvent de la responsabilité de la collectivité. Il estime que cette organisation permettrait notamment de déterminer les montants d'investissement pouvant être consacrés à chaque commune.

M. Bernard CHIGNIER propose de revenir sur la présentation des linéaires de réseau, et souligne qu'en proportion, le nombre de kilomètres de réseau rapporté au nombre d'habitants est plus important sur certains secteurs ruraux que sur le secteur de Belmont de la Loire.

M. Jean FAYOLLE souligne l'importance de distinguer les secteurs urbains et ruraux, notamment au regard des différences de prix de l'eau constatées entre les communes, en particulier à Charlieu.

M. Jérôme VIODRIN précise que, sur les secteurs actuellement exploités en régie, le réseau représente un linéaire important pour un nombre relativement faible d'abonnés, ce qui entraîne des coûts de fonctionnement et d'entretien plus élevés.

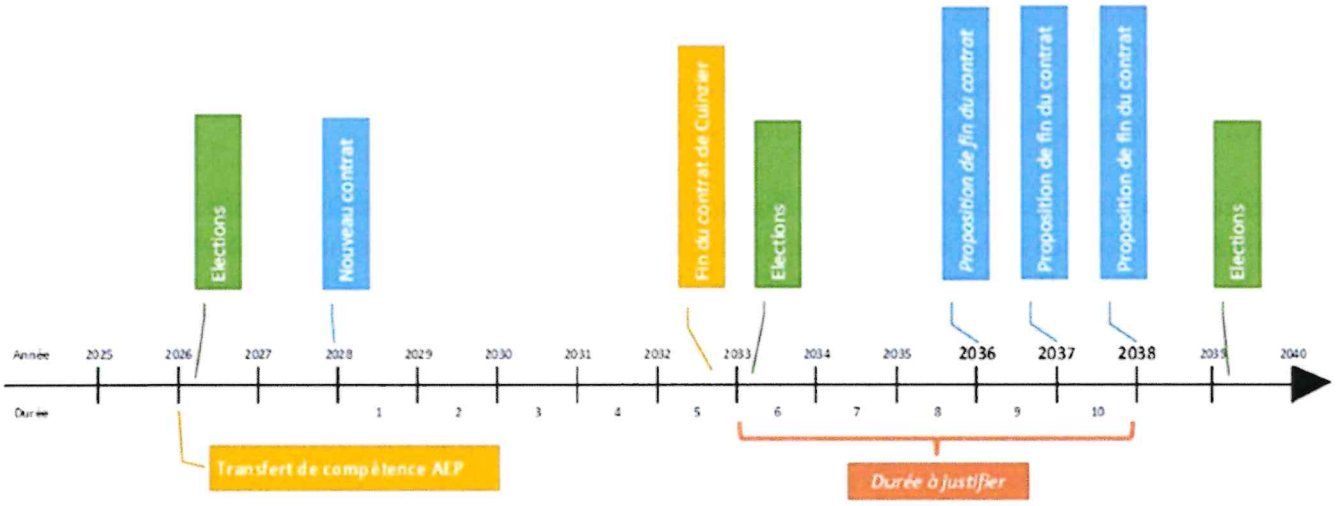
M. Jean FAYOLLE relève également l'importance du volume d'eau distribué rapporté au kilomètre de réseau.
M. Jérôme VIODRIN indique que l'analyse détaillée des contrats de délégation de service public représente un document de 158 pages. Il précise que cette analyse a été réalisée avec les services et que chaque commune et chaque service a été destinataire du dossier. Il propose de poursuivre la présentation afin de terminer l'examen des différents éléments.
Il précise ensuite que la clause de revoyure est uniquement applicable à la commune de Belmont-de-la-Loire. En conséquence, les secteurs du SIADEP et de Charlieu demeureraient engagés sur une durée de dix ans.

M. Jérôme VIODRIN explique que, pour Charlieu et Cuinzier, la technicité des réseaux est trop importante pour envisager une reprise en régie. La question de Cuinzier avait néanmoins été étudiée. Toutefois, cette commune étant également alimentée en secours par le SIADEP, son intégration dans le périmètre envisagé apparaîtrait peu cohérente.

M. Jérôme VIODRIN poursuit la présentation en détaillant les principales caractéristiques de la future délégation de service public.
Il précise que le délégataire aura notamment pour missions d'assurer la production et la gestion du service, la relation avec la Communauté de communes, la facturation ainsi que l'entretien et la gestion des organes hydrauliques. L'ensemble de ces missions sera précisément défini dans le contrat de délégation.
Il rappelle que le délégataire exploitera le service à ses risques et périls. Il sera notamment responsable du bon fonctionnement des ouvrages, de la continuité du service et de la réalisation des interventions d'urgence 24 heures sur 24.

M. Jérôme VIODRIN indique que le démarrage du futur contrat est prévu au 1er janvier 2028. Il précise que sa durée doit être suffisamment longue pour permettre à l'exploitant d'amortir les moyens mobilisés et d'assurer le suivi des actions engagées. La réglementation tend toutefois à encadrer la durée des contrats, une durée supérieure ou égale à six ans devant notamment être justifiée.
Il indique que le choix proposé est de retenir une durée de dix ans. Il explique qu'un contrat de six ans débutant en 2028 arriverait à échéance en 2034. Une telle échéance conduirait le mandat suivant à devoir engager les analyses relatives à la fin du contrat, ainsi que la préparation d'une nouvelle procédure de délégation ou d'un éventuel retour en régie.

Le choix d'une durée de dix ans permettrait ainsi de procéder à l'analyse des échéances contractuelles en 2036 et de laisser au prochain mandat une délégation déjà définie, quel que soit le mode de gestion finalement retenu à cette échéance.
M. Jérôme VIODRIN précise que ce choix de durée vise ainsi à assurer une meilleure continuité dans la gestion du service et invite les conseillers communautaires à faire part de leurs éventuelles observations.



M. Jérémie LACROIX précise que, pour ce type de contrat, une durée de dix ans constitue une durée minimale permettant notamment de garantir l'équilibre économique de la délégation. Il souligne qu'une durée limitée à six ans serait moins attractive pour le délégataire au regard des coûts liés à la mise en place et à l'exploitation du service.
Il considère ainsi qu'une durée de dix ans apparaît adaptée, tout en rappelant qu'elle doit être dûment justifiée au regard des dispositions réglementaires.

M. Jérôme VIODRIN présente ensuite les modalités relatives au sort des biens en fin de contrat. Il indique qu'à l'issue de la délégation, l'ensemble des biens reviendra à Charlieu-Belmont Communauté. Il précise

également que les conventions relatives aux ventes et aux achats d'eau devront être actualisées à la date d'échéance du contrat, l'ensemble des dispositions contractuelles prenant fin simultanément.

Proposition : Après analyse des différentes possibilités qui s'offrent à Charlieu Belmont Communauté et compte tenu des spécificités des services de l'eau potable, il est proposé :
- de siéger en représentation substitution au sein du SIE de la Vallée du Sornin et de Roannaise de l'Eau,
- d'exploiter en régie les services l'étant actuellement,
- de confier la gestion des services de Charlieu, Cuinzier, Belmont de la Loire et l'ex-SIADEP à travers un unique contrat de délégation de service public, étant précisé que ce mode de gestion est de nature à responsabiliser son gestionnaire lequel assumera les risques d'exploitation et devra adapter son offre de services aux attentes et besoins effectifs des usagers. Une clause de revoyure sera intégrée au futur contrat pour permettre à la collectivité de se positionner à nouveau courant 2030 sur le mode de gestion du service de Belmont de la Loire à partir du 1er janvier 2031.
Pour : 38 Contre : 0 Abstention :0
DELIB2026-169

Monsieur le Président conclut en soulignant l'important travail réalisé ces derniers mois par les deux Vice-Présidents, les services de la collectivité et lui-même, y compris durant la période estivale. Il précise que cette démarche se poursuit avec l'entrée dans la phase de négociation avec les délégataires sortants, à savoir Saur et Veolia et indique que le cahier des charges, une fois finalisé, sera rapidement mis en ligne afin de permettre aux candidats de déposer leurs offres.
L'objectif est de recueillir les propositions des délégataires en janvier. Une phase d'analyse et de négociation suivra, dont la durée dépendra notamment du nombre de candidats et de la nature des propositions formulées. La collectivité sera accompagnée dans cette démarche.
Monsieur le Président précise que l'objectif est de soumettre le choix du futur délégataire au Conseil communautaire du 15 juillet prochain.
Cette échéance permettra ensuite au futur délégataire de préparer la reprise du service et de mettre en place leur organisation afin d'être opérationnels au 1er janvier 2028.

Il présente également le renforcement de l'organisation interne de la collectivité pour assurer la gestion globale des compétences eau et assainissement. M. Nicolas MATRAY pilote actuellement le service, avec l'appui de Mme Émilie VOUILLON LATHUILLÈRE pour les aspects budgétaires et administratifs.
Il indique qu'un adjoint à M. Nicolas MATRAY, chargé de mission eau et assainissement, vient d'être recruté. Celui-ci aura notamment pour missions d'analyser les travaux à réaliser, d'en assurer la programmation et le suivi, de piloter les entreprises intervenantes et d'apporter son soutien au responsable du service.
Cette organisation permettra de disposer d'un véritable trinôme au plus tard au 1er janvier 2027.
Monsieur le Président précise par ailleurs que le SPANC est également renforcé avec le recrutement de deux agents. Ceux-ci ne seront pas affectés à temps plein au SPANC, dont les besoins représentent environ 1,1 équivalent temps plein. Cette organisation permettra d'apporter davantage de souplesse dans la gestion des congés et des absences. Le temps de travail restant sera consacré soit à l'exploitation de l'assainissement collectif, soit au contrôle des branchements d'assainissement collectif, qui constitue l'équivalent du contrôle assuré par le SPANC pour l'assainissement non collectif.

Il indique enfin que le recrutement sera relancé afin de renforcer les moyens d'exploitation, notamment pour assurer la continuité du contrat de prestation de services précédemment mis en place à Pouilly-sous-Charlieu pour la suite de la station d'épuration.

- Convention répartition avec la commune de Saint Germain la Montagne d'un emprunt en eau potable

M. Jérôme VIODRIN rappelle que la commune de Saint Germain la Montagne a signé en 2019 un emprunt de 180 000.00 € auprès du Crédit Agricole Loire Haute Loire (contrat n° 00001955253) pour 15 ans, fin en 2034. Sur cet emprunt, 30 000.00 € ont servi à financer le renouvellement des canalisations d'eau potable « route de Chauffailles » lors des travaux d'aménagement du centre bourg.
L'emprunt a été inscrit au budget principal et, à chaque fin d'exercice, la commune passait des écritures de remboursement du budget eau potable vers le budget principal. Compte tenu du transfert de la compétence eau potable au 01/01/2026, il y a lieu de passer une convention entre Charlieu Belmont Communauté et la commune de Saint Germain la Montagne pour prendre en charge la part eau potable de cet emprunt dans la continuité de la proratisation mise en place par la mairie.

La convention proposée prévoit :
Charlieu Belmont Communauté remboursera trimestriellement (soit après chaque prélèvement d'échéance sur envoi d'un titre) à la commune de Saint Germain la Montagne, la quote-part qui concernait le budget eau potable de l'emprunt globalisé de la commune, contracté auprès du Crédit Agricole Loire Haute Loire pour divers travaux (voir délibération communale du 29/09/2019 ci-après annexée). Charlieu Belmont Communauté remboursera 16.66 % des échéances.
Cette quote-part représente un montant global de capital restant dû au 31 décembre 2025 de 18 076.05 € (sur 108 456.51 € de capital restant dû au total).
Le remboursement s'effectuera le trimestriellement. Après paiement de chaque échéance, la commune adressera un titre au service eau potable de CBC.

Proposition : valider le projet de convention avec la commune de St Germain la Montagne et autoriser M. le Président à la signer, dire que la dépense est prévue au budget annexe eau potable.
Pour : 38 **Contre : 0** **Abstention :0**
DELIB2026-170

M. Yves CROZET conclut en précisant que l'échéance correspond bien au remboursement du capital et au paiement des intérêts puis rappelle que l'emprunt avait été contracté en 2019, avant la crise sanitaire, dans un contexte de taux d'intérêt particulièrement favorables, ceux-ci s'établissant alors à environ 1 %.

ECONOMIE

- Accompagnement des acteurs de la création : examen des conventions avec Initiatives Loire, Réseau entreprendre et France Active

INITIATIVE LOIRE

M. Didier FONTAINE, Vice-Président en charge de l'économie rappelle que le Conseil Communautaire a délibéré favorablement pour accorder depuis 2017, chaque année, une subvention d'aide au fonctionnement à l'Association Initiative Loire et d'abonder au fonds prêt d'honneur.
Cette aide classique de prêt d'honneur entre au régime général de la plateforme et permet l'octroi d'un prêt à taux zéro à titre personnel, sans frais, sans intérêt ni garantie aux créateurs, repreneurs et entreprises réalisant un 1er développement avec pour pré requis que le bénéficiaire ait un prêt bancaire complémentaire.
Avec les difficultés que les porteurs de projets rencontrent aujourd'hui dans l'accès au crédit bancaire, ce dispositif permet de sécuriser le parcours et d'augmenter l'apport personnel.
Retours sur les deux dernières années :

- Pour 2024 sur le territoire de Charlieu Belmont Communauté :
  14 entreprises financées
  14 emplois créés ou maintenus
  130 000 € de prêts d'honneur engagés et de primes versées avec un prêt moyen de 9 286 €
- Pour 2025 sur le territoire de Charlieu Belmont Communauté :
  20 entreprises financées
  28 emplois créés ou maintenus
  202 000 € de prêts d'honneur engagés et de primes versées avec un prêt moyen de 10 100 €

Initiative Loire nous sollicite à nouveau pour abonder au fonds de prêt d'honneur pour plusieurs raisons :

- Le nombre de prêts d'honneur est en augmentation,
- Le montant maximum du prêt est passé de 7 000€ (par poste créé) à 8 000€ depuis 2020,
- Les liquidations sont en augmentation

Proposition : abonder au fonds de prêt d'honneur à hauteur de 6 500 € pour les années 2027, 2028 et 2029, valider la dotation pour le fonctionnement (accueil, accompagnement des porteurs de projet sur Charlieu Belmont Communauté) à hauteur de 6 500 € pour les années 2027, 2028 et 2029, autoriser M. le Président à signer la convention de partenariat et attributive de subvention pour les années 2027, 2028 et 2029, dire que la dépense sera prévue en fonctionnement au budget principal.
Pour : 38 Contre : 0 Abstention :0
DELIB2026-171

FRANCE ACTIVE LOIRE

M. Didier FONTAINE rappelle que France Active Loire est une association qui accompagne les entrepreneurs et les structures de l'Économie sociale et solidaire (ESS) dans la Loire. Son objectif est de favoriser la création et le développement d'activités ayant une utilité sociale, environnementale ou territoriale, tout en contribuant à la création et au maintien de l'emploi.
France Active Loire intervient à différentes étapes de la vie d'un projet : émergence, création, développement, transformation et relance. Elle propose un accompagnement personnalisé permettant notamment d'analyser le projet, d'identifier les besoins financiers et de construire une stratégie de financement.

L'association intervient dans le financement des projets. Elle mobilise la garantie de prêts bancaires. Elle joue ainsi un rôle d'intermédiaire et de facilitateur entre les entrepreneurs et les banques.
En 2025, sur les 110 projets financés, 11 projets étaient sur le territoire de la Communauté de Communes, ce qui a représenté 22 emplois créés ou maintenus, et 345 900 € investis sur le territoire.
La Communauté de Communes n'a jamais participé au financement de l'association mais au vu des sollicitations, des difficultés d'accéder au crédit bancaire et des projets aboutis sur le territoire de Charlieu Belmont, l'association France Active nous a demandé un soutien.

Proposition : valider la dotation pour le fonctionnement (accueil, accompagnement des porteurs de projet sur Charlieu Belmont Communauté) à hauteur de 3 000 € pour les années 2026, 2027, 2028 et 2029, valider le projet de convention et autoriser le Président à signer la convention de partenariat et attributive de subvention pour les années 2026, 2027, 2028 et 2029
Pour : 38 Contre : 0 Abstention :0
DELIB2026-172

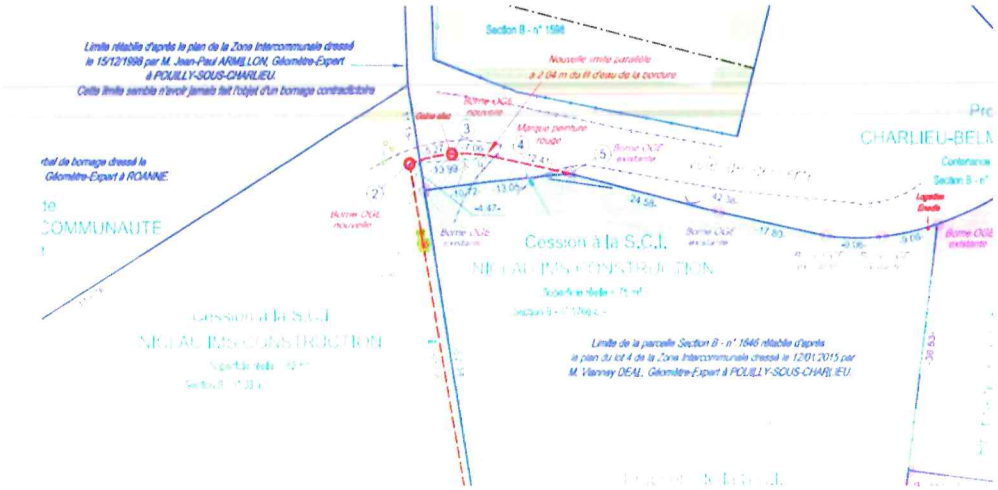
Monsieur le Président précise que, lors des échanges avec France Active, l'organisme a indiqué pouvoir également accompagner le monde associatif dans la réalisation de projets importants, notamment les structures associatives de taille significative, y compris dans le domaine sportif.
Il indique que France Active peut notamment réaliser des audits et accompagner les associations dans leurs projets, sur leur sollicitation. Cette possibilité n'est pas actuellement mise en œuvre sur le territoire, mais pourrait l'être à l'avenir.
Il souligne par ailleurs que la plupart des porteurs de projets accompagnés dans le cadre des appels à projets, notamment pour les reprises de commerces, ont bénéficié de l'appui de France Active.
Il précise que, dans la plupart des dossiers suivis par Mme Elsa PAPUT responsable du service Economie, celle-ci sollicite systématiquement France Active, dont l'intervention constitue un véritable soutien, notamment pour faciliter les échanges et l'intervention des établissements bancaires.

RESEAU ENTREPRENDRE LOIRE

M. Didier FONTAINE rappelle que Réseau Entreprendre Loire est une association de chefs d'entreprise ligériens qui contribue à faire réussir les créateurs et repreneurs d'entreprise, créateurs d'emplois sur le territoire de la Loire grâce à un accompagnement gratuit et dans la durée par des chefs d'entreprise expérimentés. Les créateurs et repreneurs doivent créer ou maintenir 5 emplois dans les 3 ans.
L'association s'est développée dans les années 2000, en accueillant sa première promotion de lauréats composée de 10 créateurs et repreneurs d'entreprise.
En 2025, 26 entreprises ont été lauréates. Avec l'aide des 273 membres, entrepreneurs engagés et bénévoles, le Réseau Entreprendre accompagne les créateurs / les chefs d'entreprises et agit pour la croissance économique de la Loire. L'accompagnement est différent en fonction du nombre d'emplois créés, de la phase du projet (création, développement...) et du montant de l'investissement. Des prêts d'honneur peuvent être versés.
Pour rappel, par Délibération en date du 16 juin 2022 ainsi qu'en date du 16 mai 2024, le Conseil Communautaire a approuvé le versement annuel d'une aide au fonctionnement à hauteur de 1 800 € et l'abondement au prêt d'honneur pour 1 800 € au Réseau Entreprendre Loire.
Proposition : approuver pour les années 2027/2028/2029, le versement annuel d'une subvention au Réseau Entreprendre Loire, à hauteur de 1 800 € pour le fonctionnement et 1 800 € pour le prêt d'honneur, dire que la dépense sera inscrite au budget principal en section de fonctionnement
Pour : 38 Contre : 0 Abstention :0
DELIB2026-173

- Vente d'une parcelle sur la zone de Cuinzier

M. Didier FONTAINE rappelle qu'avec l'extension de la zone du Pilon à Cuinzier, un bornage de la zone a été réalisé par le cabinet ADAGE. Dans le même temps, M. Guy BOUQUIN gérant de l'entreprise IMS 42 installé sur la zone depuis 2014 a décidé de fermer son entrée par un portail pour sécuriser son entreprise. Après vérification par le géomètre, le portail est sur le domaine de la Communauté de Communes. Afin de régulariser la situation, il a été proposé à M. Guy BOUQUIN d'acquérir une partie des parcelles. La surface représente une superficie de 157 m².
L'avis des domaines a été sollicité. Le 24 juillet 2026 l'avis a été reçu : « Le bien sous expertise est un terrain à bâtir de très petite superficie, ne permettant à lui seul d'accueillir aucune construction.
Il est donc proposé de retenir la valeur médiane arrondie de 22 € / m² issue de l'étude de marché supra et de lui appliquer un abattement de 80 % pour tenir compte de l'élément de moins-value notable que représente la très petite superficie. » La valeur par m² après abattement est égal à 4,4 €.



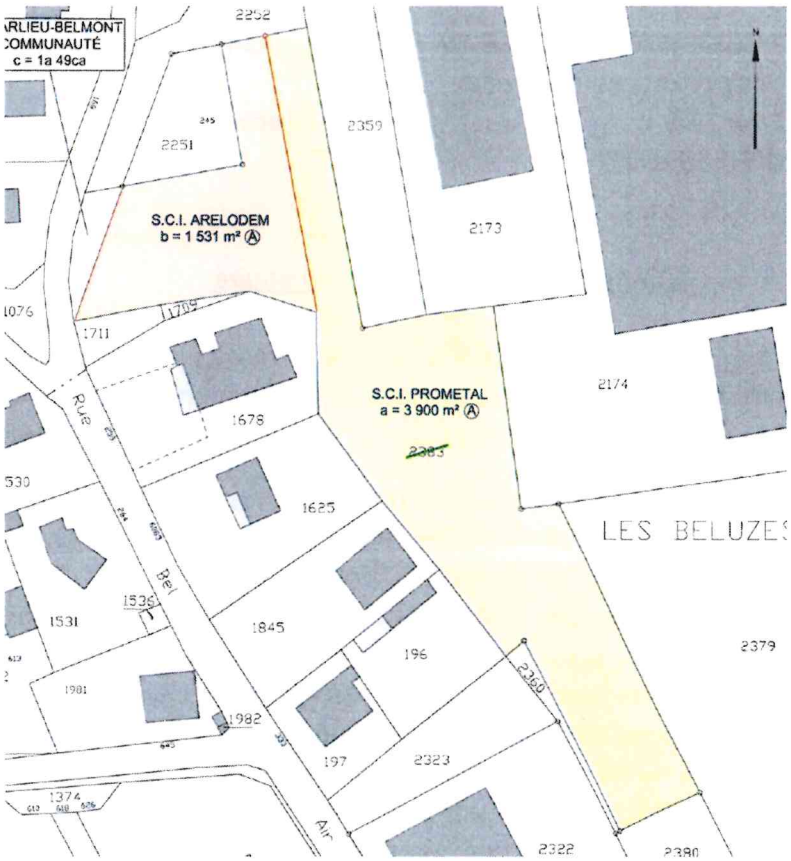
Au vu du plan ci-dessus, nous proposons aux élus du Conseil Communautaire de vendre la superficie de 157 m² à la SCI NICLAU IMS CONSTRUCTION au prix de 4,4 € HT. Cela va représenter un montant total de 690,80 € HT. Les frais de notaire seront supportés par l'acheteur.

Proposition : approuver la vente des parcelles B33a et B1766c pour une superficie d'environ 157 m², parcelles situées sur la zone du Pilon pour le projet de Monsieur BOUQUIN, fixer le prix de vente à 4,4 € HT / m², dire que l'acquisition de la parcelle se fera par le biais d'une SCI, dire que le projet de l'entreprise devra respecter les différents documents réglementant la zone d'activités, interdire au preneur toute mutation du bien pendant une durée de 10 ans sans accord préalable de la Communauté de Communes, dit que les frais d'acte notarié seront à la charge du preneur, autoriser Monsieur le Président à signer tous les actes nécessaires à cette opération, dire que les recettes seront inscrites au budget annexe de zones.
Pour : 38 Contre : 0 Abstention :0
DELIB2026-174

- Ventes de parcelles sur la zone de Pouilly sous Charlieu

M. Didier FONTAINE rappelle qu'en mai 2026, par délibération n°2026-127, les élus du Conseil Communautaire ont validé la vente de la parcelle D2383 à Monsieur LEFRANC. Il avait pour projet de construire deux ateliers.

Début juillet 2026, MM. David LATHUILLIERE et Mathieu HOUSSIN, associés au sein de l'entreprise alTERREnative Restauration, ont contacté la Communauté de Communes pour un projet de développement. Aujourd'hui, ils ont deux cuisines, au Lycée Ressins et à Notre Dame. 3 000 couverts sont distribués chaque jour. Mais ils sont régulièrement sollicités pour répondre à de nouveaux marchés. Néanmoins, les cuisines qu'ils occupent actuellement sont arrivées à saturation, ils ne peuvent pas à l'heure actuelle prendre de nouveaux marchés.



Leur projet est de fournir 2 000 couverts supplémentaires. Avec ces nouveaux couverts, dès la première année 3 emplois pourront être créés, avec un maximum de 8 emplois.

Ils sont intéressés pour construire une cuisine centrale sur la zone des Beluzes à Pouilly sous Charlieu. Au vu de l'occupation de la zone des Beluzes, quasi-complète, nous avons contacté Monsieur LEFRANC pour lui vendre qu'une partie de la parcelle. C'est pourquoi, la délibération de mai 2026 est à annuler. Un nouveau découpage de la parcelle a été réalisé par le cabinet ADAGE le 10 août 2026.

Pour rappel, le service des domaines avait rendu ce rapport : « Compte tenu de la consistance du bien et de l'étude de marché supra, la valeur de 22 € / m² est retenue à laquelle est appliqué un abattement de 25% pour tenir compte de la forme peu rationnelle du terrain soit une valeur vénale de 16,50 € / m². »

Le prix proposé est 11,10 € HT / m, prix validé en conseil communautaire en mai dernier (délibération n°2026-127). Cette décote est due à la forme de la parcelle, à la surface de 1 500 m² qui ne pourra pas être utilisée pour de la construction sur les 5 431 m² vendus. Pour mémoire, par délibération n°2016/n°102, du 16 juin 2016, le prix de vente des terrains desservis situés du côté de la Rue Bel Air, pour des projets artisanaux, a été fixé à 15 € HT le m².

Proposition : annuler la délibération n°2026-127, approuver la vente de la parcelle D 2383 a pour une superficie d'environ 3 900 m², parcelle située sur la zone des Beluzes pour le projet de Monsieur LEFRANC, fixer le prix de vente à 11,10 € HT / m², dire que l'acquisition de la parcelle se fera par le biais d'une SCI, dire que le projet de l'entreprise devra respecter les différents documents réglementant la zone d'activités, interdire au preneur toute mutation du bien pendant une durée de 10 ans sans accord préalable de la Communauté de Communes, dit que les frais d'acte notarié seront à la charge du preneur, autoriser Monsieur le Président à signer tous les actes nécessaires à cette opération, dire que les recettes seront inscrites au budget annexe de zones.

Pour : 38 Contre :0 Abstention :0

DELIB2026-175

Proposition : approuver la vente de la parcelle D 2383 b pour une superficie d'environ 1 531 m², parcelle située sur la zone des Beluzes pour le projet de Messieurs LATHUILLIERE et HOUSSIN,, fixer le prix de vente à 11,10 € HT / m², dire que l'acquisition de la parcelle se fera par le biais d'une SCI, dire que le projet de l'entreprise devra respecter les différents documents réglementant la zone d'activités, interdire au preneur toute mutation du bien pendant une durée de 10 ans sans accord préalable de la Communauté de Communes, dit que les frais d'acte notarié seront à la charge du preneur, autoriser Monsieur le Président à signer tous les actes nécessaires à cette opération, dire que les recettes seront inscrites au budget annexe de zones.

Pour : 38 **Contre : 0** **Abstention :0**

DELIB2026-176

- Subvention association Pouilly bouge

M. Didier FONTAINE précise qu'il ne prendra pas part à la présentation de la demande de subvention et ne participera pas au vote, son épouse étant membre du bureau de l'association. Il laisse, en conséquence, à Monsieur le Président la présentation de cette demande de subvention.

Monsieur le Président ouvre une parenthèse concernant la tenue, dans la matinée, de la « Place de l'emploi » devant les locaux de la Communauté de communes, en présence notamment de M. Didier FONTAINE, de M. Alain AUBRET et du service Économie.
Il précise que cet événement était destiné aux demandeurs d'emploi et réunissait différents chefs d'entreprises proposant des opportunités de recrutement. La Région était également présente afin de présenter les formations proposées aux jeunes, ainsi que France Travail et différents partenaires.
Il indique qu'environ 170 personnes ont participé à cette manifestation. Au regard des quelque 1 150 demandeurs d'emploi recensés sur le territoire, cette participation représente plus de 10 % d'entre eux, ce qu'il considère comme un résultat satisfaisant.
Il souligne qu'un certain nombre de contacts ont pu être établis à cette occasion. La Communauté de communes était notamment représentée par M. François PARET représentant notre atelier chantier d'insertion, qui a accueilli une quinzaine de personnes sur son stand.

Monsieur le Président rappelle que l'association de commerçants et d'artisans de Pouilly sous Charlieu – Pouilly Bouge – organise tous les deux ans une foire rassemblant les acteurs économiques de la commune de Pouilly sous Charlieu. Les objectifs sont de faire connaitre les activités présentes sur la commune, de créer du lien entre commerçants / artisans de Pouilly sous Charlieu et de créer de l'activité économique avec un développement de leurs chiffres d'affaires.
Cette année, l'association Pouilly Bouge organise sa foire le dimanche 27 septembre. Elle sera mise en place au niveau du complexe sportif et du camping de Pouilly sous Charlieu. L'évènement se tiendra entre 9h et 19h. Une vingtaine d'exposants adhérents à l'association tiendront un stand.
Afin de faire venir un maximum de monde, le gérant du salon de toilettage PATT'O récemment installé sur Pouilly sous Charlieu a souhaité organiser, sur cette même journée, une journée dédié aux chiens « DOGS DAY ». Cette clientèle pourrait découvrir les commerces / artisans de Pouilly sous Charlieu.
Le budget prévisionnel de l'évènement est estimé à 15 316,52 €. L'association Pouilly BOUGE sollicite la Communauté de Communes pour un soutien de 3 000 €. Grâce à cette subvention, le budget serait équilibré.
Proposition (sous réserve de l'avis du bureau communautaire) : accorder une subvention exceptionnelle à l'Association Pouilly Bouge ! de 3 000 € pour la foire organisée le dimanche 27 septembre 2026, dire que la dépense est prévue au budget principal de fonctionnement.

Pour : 37 **Contre : 0** **Abstention :0**

DELIB2026-177

TOURISME

- Modification de la composition du collège des professionnels au sein du comité de direction de l'Office de Tourisme

Monsieur le Président rappelle que par une délibération en date du 30 avril 2026, le conseil communautaire s'est positionné sur la désignation des membres du comité de direction de l'office de tourisme, conformément aux statuts de ce dernier à savoir 11 conseillers communautaires pour les membres élus (et 3 suppléants) et 10 membres représentant les professionnels et organismes intéressés au tourisme (et 3 suppléants).
Si les membres élus du comité de direction n'impliquent pas de modification, il convient de modifier la désignation des membres des socio professionnels afin de pouvoir établir un Kbis conforme pour l'office de tourisme, avec un président et un vice-président élu parmi les membres titulaires et non suppléants.

Monsieur le Président précise que le comité de direction a procédé à l'élection de son président, M. Bruno BERTHELIER, ainsi que de son vice-président, M. Alain GODINEAU. Ce dernier avait toutefois été désigné comme représentant suppléant de l'association des Amis de La Bénisson-Dieu. Il précise que les fonctions de vice-président ne pouvant être exercées par un membre suppléant, il est proposé, en accord avec les personnes concernées, de modifier la composition du collège des socio-professionnels. M. Alain GODINEAU est ainsi désigné membre titulaire, tout en conservant sa qualité de représentant de l'association des Amis de La Benisson-Dieu. Le représentant titulaire des hébergeurs du secteur de Charlieu devient, en conséquence, membre suppléant.
Cette modification permet d'assurer la conformité de la composition du comité de direction avec ses règles de fonctionnement. Les autres membres demeurent inchangés.
Proposition : valider la composition du collège des socio-professionnels ainsi (permutation d'un poste de titulaire avec un poste de suppléant entre « les amis de la Bénisson Dieu » et « un hébergeur de Charlieu ») :

Membres du comité de direction professionnels	
Titulaires (arrêté du Président)	**Suppléants (arrêté du Président)**
Association "Les Amis des Arts " De Charlieu	Un restaurateur
Association "Musée école de Belleroche"	Un hébergeur secteur Charlieu
Association "Les Amis des musées " De Charlieu	Un organisateur de manifestations sur le territoire
Une des associations ou unions commerciales du territoire	
L'association "Les amis de l'Abbaye de la Bénisson Dieu" ou un représentant des acteurs touristiques	
Un hébergeur secteur Belmont	
Un hôtelier-restaurateur	
Un représentant des acteurs touristiques	
Un représentant des acteurs touristiques	
Un organisateur de manifestations sur le territoire	

Les autres membres du comité de direction restent inchangés
Pour : 38 **Contre : 0** **Abstention :0**
DELIB2026-178

MEDIATHEQUE

- Convention complémentaire de mutualisation du réseau informatique de lecture publique pour intégration des sites de Mars et Belleroche

M. Guillaume DESCAVE, Vice-Président à la Culture rappelle que lors de la mise en place de l'informatisation en réseau des médiathèques et bibliothèques du territoire la constitution d'un groupement de commandes pour la fourniture, la mise en place, l'hébergement et la maintenance d'un système informatisé de gestion de bibliothèque (SIGB) avait permis de mutualiser les coûts avec une répartition des charges telle que :

Société Decalog INVESTISSEMENT	COÛT HT 13 sites (12 BC + 1 MI)	Coût HT COMMUNAUTE DE COMMUNES (MI)	Coût HT PAR COMMUNE 1 BC
COÛT TOTAL PREVISIONNEL COUT TOTAL REEL (hors formation)	19 850 € 11 850 €	3 366.80 € 2 009.76 €	1 373.60 € (x12 communes) 820.02 € (x12 communes)
Subvention Département *30%*	*7 940 € (prévisionnel)* *3 555 € (réel)*		
COÛT TOTAL APRES SUBVENTION DEPARTEMENT REEL	11 910 € 8 295 €	2 020.08 € 1 406.83 €	824.16 € (x12 communes) 574.01 € (x12 communes)
Subvention Etat *– décision avril 2017 50%*	*7 940 € (prévisionnel)* *5 925 € (réel)*		
COÛT TOTAL APRES SUBVENTION ETAT REEL	3 970 € 2 370 €	673.36 € 401.95 €	274.72 € (x 12 communes) 164 € (x12 communes)

Société Decalog FONCTIONNEMENT	COÛT TTC	Coût TTC COMMUNAUTE DE COMMUNES	Coût TTC PAR COMMUNE
Hébergement + Maintenance annuels Mises à jour correctives et évolutives	3 733.80 €	1 933.80 €	150 € (x12 communes)
Formation *Subvention Departement CTD 30%* *Subvention Etat 50 %* RELIQUAT	8 000 € - 2 400 € - 4 000 € 1 600 €	1 356.80 € 271.56 €	553.60 € (x12 communes) 110.70 € (x12 communes)

Aujourd'hui Mars et Belleroche intègrent le réseau avec leur bibliothèque communale. Ainsi une convention sera proposée complémentaire sera proposée à ces 2 communes pour la répartition des coûts issus de l'intégration au réseau informatisé sans cette fois tenir compte des coûts initiaux de formation Decalog.
La convention prévoit les engagements pris par les communes de Mars et Belleroche :

- Régler la facture de l'informatisation en réseau adressée par le coordinateur pour le montant prévu en investissement, soit 164 €, conformément à la répartition précisée en annexe 2 de la convention initiale.
- Régler annuellement, à partir de 2026 pour la commune de Mars, et de 2027 pour la commune de Belleroche, la facture de 150 € adressée par le coordinateur comprenant les frais d'hébergement et de maintenance annuels dont le montant est susceptible d'évoluer chaque année selon les conditions du marché passé entre Charlieu Belmont Communauté et la société DECALOG, conformément à la répartition précisée en annexe 2 de la convention initiale.
- Mobiliser ses agents ou son réseau de bénévoles afin que ceux-ci participent aux formations indispensables à l'utilisation du SIGB et coopèrent avec l'équipe de la Médiathèque Intercommunale pour en assurer le bon fonctionnement.

Proposition : valider la convention avec les communes de Mars et Belleroche prévoyant la répartition des coûts d'intégration au réseau informatique des médiathèques et bibliothèques du territoire tels qu'ils figurent ci-dessus, autoriser M. le Président à signer la convention, dire que les dépenses et les recettes seront prévues au budget principal.

Pour : 38 **Contre :0** **Abstention :0**

DELIB2026-179

GESTION DES MILIEUX AQUATIQUES ET PROTECTION CONTRE LES INONDATIONS

Evolution des statuts du syndicat mixte Roannaise de l'Eau

Monsieur le Président rappelle que le Syndicat Mixte Roannaise de l'Eau a informé ses membres dont Charlieu Belmont Communauté du projet de modification de ses statuts afin d'intégrer sa reconnaissance en tant qu'Etablissement Public d'Aménagement et de Gestion de l'Eau (EPAGE). Conformément à la réglementation en vigueur, le Président du syndicat sollicite Charlieu Belmont Communauté afin que le Conseil Communautaire se prononce sur ces modifications dans un délai de trois mois à compter de la réception de son courrier du 21 juillet 2026.
À défaut de délibération dans ce délai, la décision sera réputée favorable, conformément aux dispositions légales applicables.
Le projet de statuts a été joint à la note. Aucune autre modification n'est prévue.
Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment l'article L. 5212-7-1,
Vu l'arrêté inter préfectoral n°42-2026-04-08-00008, n°69-2026-03-23-00005, n°71-2026-03-13-00002 portant modification des statuts du syndicat mixte Roannaise de l'Eau,
Vu le projet de nouveaux statuts de la Roannaise de l'Eau, présenté en annexe,

CONSIDÉRANT la volonté de Roannaise de l'eau d'obtenir la reconnaissance de sa qualité d'Établissement Public d'Aménagement et de Gestion de l'Eau (EPAGE), et que cette reconnaissance doit être expressément mentionnée dans ses statuts,

Proposition :
Article 1 – Approbation des nouveaux statuts
Le Conseil communautaire, après en avoir délibéré, approuve les nouveaux statuts de Roannaise de l'Eau, tels que présentés en annexe de la présente délibération.
Article 2 – Procédure de consultation des membres
La demande de modification des statuts a été transmise par Roannaise de l'Eau à l'ensemble de ses membres, qui disposent d'un délai de trois mois pour se prononcer sur la modification envisagée. À défaut de délibération dans ce délai, la décision sera réputée favorable.
Article 3 – Date d'effet
Les modifications des statuts s'appliqueront à compter du 1er novembre 2026.
Article 4 – Publication et transmission
La présente délibération sera publiée et notifiée à Roannaise de l'Eau, à la préfecture, et aux services concernés.
Article 5 – Exécution Monsieur le Président est chargé de l'exécution de la présente délibération
Pour : 38 Contre : 0 Abstention :0
DELIB2026-180

M. Jean FAYOLLE ajoute que ce fonctionnement permettra de s'aligner sur celui du SYMISOA, notamment en matière d'investissements et précise qu'actuellement, les modalités sont moins clairement définies : chaque année, un budget est inscrit au compte de la Communauté de Communes, puis les dépenses sont ajustées en fin d'exercice en fonction des travaux effectivement réalisés. Il souligne que cette organisation n'a pas toujours permis de respecter précisément le calendrier prévu. Le nouveau fonctionnement permettra ainsi de mieux encadrer les investissements et de respecter davantage les échéances.
Monsieur le Président précise que cette organisation permettra également à ces structures d'intervenir de manière globale sur l'ensemble du grand cycle de l'eau.

FINANCES

- Instauration de la taxe gestion des milieux aquatiques et de la protection contre les inondations (GEMAPI)

Monsieur le Président rappelle que la gestion des milieux aquatiques et la prévention des inondations (GEMAPI) est une compétence confiée aux intercommunalités (métropoles, communautés urbaines, communautés d'agglomération, communautés de communes) par les lois de décentralisation n° 2014-58 du 27 janvier 2014 et n° 2015-991 du 7 août 2015, depuis le 1er janvier 2018. Considérant les menaces sur les ressources financières des collectivités à l'avenir pour les actions sur le grand cycle de l'eau et la prévention des risques, la mise en place de la taxe gemapi est un des leviers à mobiliser (comme l'ont fait depuis longtemps tous les autres EPCI de la Loire, pour la plupart dès l'application de la loi en 2018).

Conformément aux dispositions de l'article 1530 bis du code général des impôts (CGI), les communes ou les établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) à fiscalité propre qui exercent la compétence de gestion des milieux aquatiques et de prévention des inondations peuvent, par une délibération prise dans les conditions prévues au I de l'article 1639 A bis du CGI soit avant le 1er octobre de l'année N-1, instituer une taxe en vue de financer cette compétence. Le produit est fixé dans les conditions prévues à l'article 1639 A du CGI en année N avant le 15 avril.

Quelques précisions préalables :

- La compétence GEMAPI est définie au I bis de l'article L. 211-7 du code de l'environnement et correspond à quatre missions :
- aménagement des bassins hydrographiques
- entretien et aménagement de cours d'eau, canal, lac ou plan d'eau
- défense contre les inondations et contre la mer
- protection et restauration des sites aquatiques et zones humides
= compétence obligatoire pour les EPCI depuis 2018 (donc inscrite dans les statuts de Charlieu Belmont Communauté)

- La compétence peut être déléguée, en tout ou partie, à des syndicats mixtes regroupant plusieurs EPCI à FP. Depuis 2025 l'entièreté de l'exercice de ce bloc de compétences a été déléguée à des syndicats de rivière : le SYMISOA et la Roannaise de l'Eau

- Le produit voté de la taxe (avant le 15 avril de l'année N) est au plus égal au montant annuel prévisionnel des charges de fonctionnement et d'investissement résultant de l'exercice de la compétence de gestion des milieux aquatiques et de prévention des inondations

- Le produit de la taxe GEMAPI voté par les EPCI (avant le 15 avril de l'année N) ne peut dépasser un double plafond :
    - un plafond de 40 € par habitant résidant sur le territoire de l'EPCI
    - un plafond égal aux charges annuelles prévisionnelles de fonctionnement et d'investissement relatives à la compétence GEMAPI. Les recettes y sont en effet exclusivement affectées.

- Le produit de la taxe est réparti entre toutes les personnes physiques ou morales assujetties aux taxes foncières sur les propriétés bâties et non bâties, à la taxe d'habitation et à la cotisation foncière des entreprises, proportionnellement aux recettes que chacune de ces taxes a procurées l'année précédente.

Lors du débat d'orientations budgétaires des simulations seront proposées afin que le Conseil Communautaire détermine le produit appelé.

Monsieur le Président précise que plusieurs collectivités ont fait le choix d'instaurer cette taxe dès 2018, alors que Charlieu-Belmont Communauté a jusqu'à présent choisi de ne pas y recourir et de reporter son instauration autant que possible. Il indique que la Communauté de communes est désormais la dernière collectivité du département à ne pas l'avoir mise en place.
Monsieur le Président rappelle que le produit de cette taxe est réparti sur les impositions existantes, à savoir la taxe d'habitation sur les résidences secondaires, la taxe foncière sur les propriétés bâties et non bâties ainsi que la cotisation foncière des entreprises. Il souligne que cette répartition résulte des dispositions législatives et ne relève pas du choix de la collectivité.
Il indique que cette modalité de financement peut susciter des réserves, dans la mesure où elle conduit à solliciter principalement les mêmes contribuables. Il estime qu'une assiette fondée, par exemple, sur la consommation d'eau aurait pu permettre de répartir davantage la contribution entre les habitants bénéficiant des actions menées au titre de la GEMAPI.
Monsieur le Président explique néanmoins les raisons pour lesquelles il propose aujourd'hui de réexaminer cette question, alors que l'instauration de la taxe n'avait pas été retenue à la fin du précédent mandat.

Il fait état, en premier lieu, de la diminution des financements consacrés au fonctionnement des structures intervenant dans le domaine de la GEMAPI. Il rappelle que les collectivités bénéficiaient auparavant d'aides pour le financement des équipes intervenant dans ce domaine, alors que ces soutiens sont désormais beaucoup plus limités, voire inexistants.
Il souligne, en second lieu, que les conditions d'accès aux financements destinés aux investissements pourraient également évoluer. Selon les orientations qui se dessinent, le fait d'avoir instauré la taxe GEMAPI pourrait devenir une condition préalable à l'obtention de certains financements pour les projets relevant de cette compétence.
Monsieur le Président évoque également la question de la prévention et de la reconstruction en cas d'événements climatiques majeurs. Il rappelle que les épisodes d'inondations ou de ruissellement peuvent concerner l'ensemble du territoire, y compris des communes qui ne sont pas directement situées en bordure d'un cours d'eau. Il cite notamment les épisodes survenus dans la vallée du Gier, à la suite de violents épisodes orageux ayant entraîné d'importantes inondations et coulées de boue.

Il indique que les services de l'État tendent à considérer que l'intervention financière de celui-ci doit s'inscrire dans une logique de responsabilité partagée, les collectivités devant préalablement mobiliser leurs propres moyens. Il estime que cette évolution doit être prise en compte dans le contexte actuel de changement climatique et de raréfaction des financements publics.
Monsieur le Président constate par ailleurs que certaines enveloppes de financement de l'État ont diminué ou demeurent contraintes. Il cite notamment le Fonds vert, dont les crédits ont fortement diminué, ainsi que la DETR et la DSIL, dont les enveloppes sont globalement stables mais peuvent être mobilisées pour répondre à des situations exceptionnelles, notamment à la suite d'événements climatiques. Il précise qu'il ne remet pas en cause le soutien apporté aux collectivités confrontées à ces difficultés, mais considère que ces interventions ne devraient pas conduire à réduire les aides susceptibles d'être accordées aux autres collectivités.
Il estime ainsi que le maintien du financement actuel de la GEMAPI sur le budget général pourrait devenir de plus en plus difficile. Il rappelle que Charlieu-Belmont Communauté prend actuellement en charge, sur son budget général, les participations versées au SYMISOA et à Roannaise de l'Eau, pour un montant global d'environ 279 000 euros.
Monsieur le Président considère que, même si l'instauration de cette taxe ne correspond pas à une volonté initiale et a été volontairement repoussée depuis 2018, son absence pourrait à terme fragiliser

financièrement la collectivité, notamment en cas d'événement climatique majeur nécessitant des travaux importants. Il estime que la population pourrait alors reprocher à la collectivité de ne pas avoir anticipé les moyens nécessaires à la remise en état des infrastructures.
Il précise que cette proposition a fait l'objet de discussions en bureau communautaire et en conférence des Maires. Il indique que, dans un premier temps, il est proposé d'instaurer le principe de la taxe GEMAPI, la délibération devant intervenir avant le 1er octobre pour permettre son application à compter de l'année suivante.
Monsieur le Président précise que le montant du produit fiscal à percevoir ne sera déterminé qu'au moment du vote du budget et rappelle que ce montant ne pourra pas excéder 279 000 euros, correspondant au besoin actuellement identifié pour l'exercice de la compétence GEMAPI.
Il indique également que la réglementation prévoit un plafond de 40 euros par habitant résidant sur le territoire et précise toutefois que cette limite ne correspond pas à la contribution effectivement acquittée par chaque habitant, la taxe étant répartie sur les différentes impositions concernées.

En conclusion, Monsieur le Président souligne que cette décision est prise avec prudence et répond avant tout à la nécessité de garantir le financement de la compétence GEMAPI, plutôt qu'à une volonté d'augmenter la fiscalité. Il souligne qu'il s'agit avant tout de sécuriser le financement de l'exercice d'une compétence devenue essentielle au regard des conséquences du changement climatique et de l'évolution des financements publics. Il précise qu'il propose de soumettre à l'assemblée les éventuelles oppositions et abstentions à l'instauration de cette taxe, puis invite les élus à formuler leurs observations.

M. Jean FAYOLLE indique alors que deux collectivités citées lors d'une réunion de Roannaise de l'Eau, Roannais Agglomération et Marcigny, reversent intégralement le produit de la taxe GEMAPI qu'elles perçoivent aux structures compétentes.
Monsieur le Président précise que la Communauté de communes retiendra également ce principe, tout en indiquant que le montant collecté pourra être inférieur au besoin identifié.
M. Jean FAYOLLE rappelle que son observation porte sur le montant effectivement perçu au titre de la taxe GEMAPI.
Monsieur le Président précise enfin qu'il avait été envisagé que les syndicats compétents puissent eux-mêmes percevoir cette taxe, mais que cette possibilité ne semble finalement pas devoir être retenue par le législateur.
Proposition : décider d'instituer la taxe pour la gestion des milieux aquatiques et la prévention des inondations et charger M. le Président de notifier cette décision aux services préfectoraux.
Pour : 35 Contre : 0 Abstention :3
DELIB2026-181

- <u>Reversement de la compensation pour le Service Public de la Petite Enfance (SPPE)</u>

Monsieur le Président rappelle que dans le cadre de la mise en place du SPPE, l'Etat accompagne financièrement la compétence d'Autorité Organisatrice (AO) de l'Accueil du Jeune Enfant, toutefois les EPCI ne sont directement éligibles, l'Etat ayant fait les versements 2025 et 2026 directement aux communes de plus de 3500 habitants via l'Agence de Services et de Paiement (ASP).
Sur notre territoire, une commune, Charlieu, est concernée par ce versement financier de L'Etat. Or par délibération N°2024/N°165 du 17 octobre 2024 la compétence de l'AO a été transférée à CBC (en réalité il s'agissait d'une simple précision de l'intérêt communautaire dans les statuts puisque la compétence était déjà exercée par l'intercommunalité antérieurement) qui est compétente pour les quatre compétences définies dans l'article L.214-1-3 du code de l'action sociale et des familles, à savoir :

1°/ Recenser les besoins des enfants âgés de moins de trois ans et de leurs familles en matière de services aux familles mentionnés à l'article L. 214-1 ainsi que les modes d'accueil mentionnés aux 1° et 2° du I de l'article L. 214-1-1 disponibles sur leur territoire ;
2°/ Informer et accompagner les familles ayant un ou plusieurs enfants âgés de moins de trois ans ainsi que les futurs parents ;
3°/ Planifier, au vu du recensement des besoins, le développement des modes d'accueil mentionnés au même I ;
4°/ Soutenir la qualité des modes d'accueil.

Ainsi, la commune de Charlieu a perçu la somme de 24 393,75€ au 1er trimestre 2026 pour l'exercice 2025 et va percevoir la somme de 24 745,05€ pour l'exercice 2026, sommes qui doivent revenir à l'intercommunalité, désignée AO.

Jusqu'à présent, la seule modalité permettant à la commune de Charlieu de reverser des fonds à la Communauté de Communes de Charlieu Belmont reposait sur le mécanisme des attributions de compensation. Cette modalité n'étant pas souhaitée, la Direction des finances publiques a été sollicitée afin d'identifier une alternative. Une réponse nous est parvenue le 3 septembre, confirmant la possibilité de procéder par voie de délibérations concordantes de l'EPCI et de la commune, actant le principe et le montant du reversement, du fait du caractère transitoire de la procédure. En effet, la loi n° 2026-442 du 4 juin 2026, qui devrait entrer en vigueur au 1er janvier 2027, prévoit le versement direct à l'EPCI.
Ces fonds seront donc dédiés aux compétences ci-dessus listées, assurées principalement par le Relais Petite Enfance.
Proposition : valider le reversement des compensations SPPE 2025 et 2026 par la ville de Charlieu à Charlieu Belmont Communauté au plus tard au 30 novembre 2026 pour la compensation 2025 et au 31 mars 2027 pour la compensation 2026, dire que celle-ci seront affectées au budget annexe enfance jeunesse en section de fonctionnement.
Pour : 38 Contre : 0 Abstention :0
DELIB2026-182

RESSOURCES HUMAINES

- <u>Evolution du régime d'astreinte</u>

M. Alain AUBRET, Vice-Président en charge des Ressources Humaines indique que les astreintes d'exploitation sont d'ores et déjà existantes sur Charlieu Belmont Communauté et qu'il y a lieu d'instaurer pour certains services spécifiques les astreintes de décision, comme suit :

Rappel : l'organe délibérant de chaque collectivité peut notamment instituer des indemnités d'astreinte prévues par les textes suivants :
Le décret n°2001-623 du 12 juillet 2001 pris pour l'application de l'article 7-1 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 et relatif à l'aménagement et à la réduction du temps de travail dans la fonction publique territoriale
Le décret n°2005-542 du 19 mai 2005 relatif aux modalités de la rémunération ou de la compensation des astreintes et des permanences dans la fonction publique territoriale
Le décret n°2015-415 du 14 avril 2015 relatif à l'indemnisation des astreintes et à la compensation ou à la rémunération des interventions aux ministères chargés du développement durable et du logement
Le décret n°2002-147 du 7 février 2002 relatif aux modalités de rémunération ou de compensation des astreintes et des interventions de certains personnels gérés par la direction générale de l'administration du ministère de l'intérieur
Le décret n°2002-148 du 7 février 2002 relatif aux modalités de rémunération ou de compensation des permanences au bénéfice de certains personnels gérés par la direction générale de l'administration du ministère de l'intérieur
Le décret n°2005-545 du 18 juin 2003 relatif à l'indemnité de permanence attribuée à certains agents du ministère de l'équipement, des transports, du logement, du tourisme et de la mer

Le décret n°2002-60 du 14 janvier 2002 relatif aux indemnités horaires pour travaux supplémentaires
L'arrêté du 14 avril 2015 fixant les montants de l'indemnité d'astreinte et la rémunération horaire des interventions aux ministères chargés du développement durable et du logement
L'arrêté du 14 avril 2015 fixant les conditions de compensation horaire des heures supplémentaires aux ministères chargés du développement durable et du logement
L'arrêté du 3 novembre 2015 fixant les taux des indemnités et les modalités de compensation des astreintes et des interventions en application du décret n°2002-147 du 7 février 2002

Les modalités de rémunération ou de compensation des astreintes sont fixées par le décret n°2005-542 du 19 mai 2005 fixant les modalités de la rémunération ou de la compensation des astreintes et des permanences des agents territoriaux.

Considérant l'avis favorable du Comité Social Territorial en date du 8 septembre 2026,

Une période d'astreinte, notamment pour l'exploitation, est une période pendant laquelle l'agent est obligé de rester à son domicile ou proche de son domicile de manière à pouvoir intervenir si nécessaire, à la demande de l'administration.

En ce qui concerne la filière technique, la nouvelle réglementation distingue 3 types d'astreintes, les deux premiers étant applicables aux fonctionnaires de toutes catégories, le dernier concernant exclusivement les personnels d'encadrement :
- Astreinte d'exploitation qui est l'astreinte de droit commun : situation des agents tenus, pour les nécessités du service de demeurer soit à leur domicile ou à proximité, afin d'être en mesure d'intervenir ;
- Astreinte de sécurité : situation des agents appelés à participer à un plan d'intervention dans le cas d'un besoin de renforcement en moyens humains faisant suite à un événement soudain ou imprévu (situation de pré-crise ou de crise) ;
- Astreinte de décision : situation des personnels d'encadrement pouvant être joints directement, par l'autorité territoriale en dehors des heures d'activité normale du service, afin d'arrêter les dispositions nécessaires.

A Charlieu Belmont Communauté seules les astreintes d'exploitation ont été instituées, toutefois en considérant les besoins constatés depuis l'ouverture du centre aquatique et des prises de compétences en matière d'assainissement collectif et d'eau potable, une évolution s'avère nécessaire :

I – BENEFICIAIRE :
Sont concernés par ce dispositif les agents titulaires, stagiaires à temps complet, à temps non complet ou à temps partiel en fonction dans la collectivité, mais aussi les agents contractuels de droit public.

II – CAS DE RECOURS A L'ASTREINTE
Une période d'astreinte peut être mise en place dans les services suivants :
- *Service Technique (Muséo-parc de Briennon, Centre aquatique intercommunal, Urgence sur locaux communautaires...)*
- *Service Assainissement Collectif*
- *Service Eau potable*

III – CATEGORIES D'EMPLOI SUSCEPTIBLES D'EFFECTUER UNE PERIODE D'ASTREINTE
Les agents des Services Techniques, du Service Assainissement Collectif et du Service Eau Potable des cadres d'emploi suivants :
Ingénieur territorial, technicien territorial, agent de maîtrise territorial, adjoint technique territorial.

IV – MODALITES D'ORGANISATION

Situations donnant lieu à astreinte	*Services et emplois concernés*	*Modalités d'organisation*	*Périodes*
Astreintes d'exploitation	*Service Technique : Ingénieur, technicien, agent de maîtrise, adjoint technique.*	*Muséo-parc à Briennon : être en mesure d'intervenir sur des pannes sur les jeux d'eau.*	*Semaine complète sur la période dès l'ouverture des week-ends de printemps.*
		Centre aquatique intercommunal à Charlieu : être en mesure d'intervenir sur l'équipement en cas de panne ou d'intervention technique pour assurer la continuité du service.	*Semaine complète sur toute l'année sauf fermeture exceptionnelle*
		Urgence sur locaux communautaires : déclenchement d'une alarme bâtiment relié aux ST	*Semaine complète sur toute l'année.*

	Service Assainissement : Ingénieur, technicien, agent de maîtrise, adjoint technique.	*ou urgence technique empêchant la continuité des services* *Assainissement Collectif : résoudre tout problème relatif à la collecte, au transport et au traitement des eaux usées hors des heures habituelles de travail (périmètre des 23 communes disposant d'un réseau d'assainissement collectif)*	*Semaine complète sur toute l'année.*
	Service Eau Potable : Ingénieur, technicien, agent de maîtrise, adjoint technique.	*Eau potable : résoudre tout problème relatif à la production, au stockage et à la distribution d'eau potable, hors des heures habituelles de travail (périmètre des 6 communes disposant d'un réseau eau potable en gestion directe)*	*Semaine complète sur toute l'année.*
ASTREINTE DE DECISION	**Service Technique : Ingénieur, technicien, agent de maitrise** **Service Assainissement, Eau Potable : Ingénieur, technicien**	**Planning préétabli intégrant le responsable de service et son suppléant le cas échéant + liaison avec les agents en astreinte d'exploitation et l'autorité territoriale s'il y a lieu**	**Semaine complète sut toute l'année**

IV – MODALITES DE REMUNERATION OU DE COMPENSATION D'UNE PERIODE D'ASTREINTE

L'astreinte d'exploitation sera rémunérée à hauteur des montants en vigueur (à ce jour)

	Astreinte d'exploitation (1)
Semaine complète	*159,20 €*
Nuit entre le lundi et le samedi inférieure à 10 heures	*8,60 €*
Nuit entre le lundi et le samedi supérieure à 10 heures	*10,75 €*
Samedi ou sur journée de récupération	*37,40 €*
Dimanche ou jour férié	*46,55 €*
Week-end du vendredi soir au lundi matin	*116,20 €*

(1) Le montant est majoré de 50 % lorsque l'agent est prévenu de sa mise en astreinte pour une période donnée moins de 15 jours avant le début de cette période.

Lorsqu'une semaine d'astreinte inclut un jour férié, il convient de décomposer les jours de cette semaine, puis d'additionner les montants correspondant à ces jours. Ces montants seront ajustés automatiquement en fonction des revalorisations prévues par les textes réglementaires.

L'astreinte de décision exploitation sera rémunérée à hauteur des montants en vigueur (à ce jour) :

	Astreinte de décision
Semaine complète	**121.00 €**

V – PERIODE D'INTERVENTION

L'intervention correspond à un travail effectif (y compris la durée du déplacement aller et retour sur le lieu de travail) accompli par un agent pendant une période d'astreinte.

Pour les agents éligibles aux indemnités horaires pour travaux supplémentaires (IHTS) :
Si les interventions conduisent l'agent à dépasser ses obligations normales de service définies dans le cycle de travail, les interventions non indemnisées ou compensées à ce titre peuvent donner lieu au versement d'IHTS ou être compensées par une

durée d'absence équivalente au nombre d'heures d'intervention éventuellement majorées sur décision de l'organe délibérant selon les taux applicables aux IHTS.

L'intervention, étant considérée comme du temps de travail effectif, peut, le cas échéant, si elle n'a pas été compensée et si elle a donné lieu à la réalisation d'heures supplémentaires :

Pour un agent à temps complet : être rémunérée par le biais d'indemnités horaires pour travaux supplémentaires (IHTS) via la réglementation en vigueur en la matière et sous réserve d'une délibération relative aux IHTS (article 9 du décret 2002-60 du 14 janvier 2002 relatif aux indemnités horaires pour travaux supplémentaires). Un arrêté individuel d'attribution pour tous les agents concernés sera établi.

Pour un agent à temps non complet : être rémunérée en heures complémentaires jusqu'à 35 heures, et, le cas échéant, en heures supplémentaires au-delà des 35 heures. Un certificat administratif attestant du nombre d'heures complémentaires sera établi en conséquence, suivi, le cas échéant d'un arrêté d'attribution d'IHTS.

Agents de la filière technique NON éligibles à l'indemnité horaire pour travaux supplémentaires (IHTS)
Sont concernés les agents relevant des cadres d'emplois suivants :
☐ Ingénieurs territoriaux
☐ Ingénieurs en chef territoriaux
Pour ces agents, les heures d'intervention effectuées font l'objet d'une indemnité

Indemnité d'intervention (à ce jour) :
Jour de semaine : 16€ / heure
Samedi ou jour de repos imposé par l'organisation collective du travail : 22€ / heure
Nuit : 22€ / heure
Dimanche ou jour férié : 22€ / heure

Monsieur le Président précise que la mise en place d'une astreinte de décision répond à un besoin identifié aujourd'hui au sein du service technique depuis l'ouverture du centre aquatique. Il indique que le service compte quatre agents d'exploitation, dont un responsable de service. En son absence, les autres agents peuvent être confrontés à des situations nécessitant la prise d'une décision technique ou opérationnelle dépassant leur champ de responsabilité, impliquant alors de solliciter leur responsable.
Il souligne que ce besoin sera également susceptible de se présenter dans le cadre de l'exploitation du réseau d'eau potable, notamment lors de réparations importantes ou d'incidents nécessitant une décision rapide.

M. Alain AUBRET précise également que, dans le cadre de l'astreinte de décision d'exploitation, l'agent d'astreinte devra être disponible à tout moment pour répondre aux sollicitations des agents techniques.
Il souligne que cette astreinte est exclusivement destinée à apporter un appui aux agents techniques et n'a pas vocation à répondre aux sollicitations des élus.
Proposition : étendre le régime d'astreinte par des astreintes de décision au sein de la collectivité aux services techniques, eau potable et assainissement collectif en plus de celles existantes en exploitation, retenir les modalités d'organisation ci-dessus indiquées, recourir aux astreintes pour les catégories d'emplois ci-dessus indiquées à compter du 01 octobre 2026, fixer les modalités de compensation des astreintes et interventions comme suit : la rémunération des astreintes sera effectuée par référence au barème en vigueur au Ministère de l'Ecologie et du Développement durable pour les agents relevant de la filière technique. En cas d'intervention, les agents de la filière technique éligibles percevront les indemnités horaires pour travaux supplémentaires correspondantes sur présentation d'un état détaillé comportant notamment l'origine de l'appel, motif de sortie, durée et travaux engagés et pour ceux non éligibles aux indemnités horaires pour travaux supplémentaires les agents auront droit à une indemnité d'intervention sur la base d'un état détaillé, dire que les crédits nécessaires seront inscrits aux différents budgets, au chapitre 012.
Pour : 38 **Contre : 0** **Abstention :0**
DELIB2026-183

ADMINISTRATION GENERALE

- Avenant n°2 à la convention pour l'animation du programme LEADER Loire

Monsieur le Président rappelle que Vu l'article L.5216-5 du code général des collectivités territoriales,
Vu la délibération du conseil communautaire approuvant la convention de partenariat pour la mise en œuvre et le pilotage du programme LEADER Loire 2023-2027 entre Loire Forez agglomération, la communauté de communes Forez-Est, Roannais Agglomération, Charlieu-Belmont Communauté, la communauté de communes du Pays d'Urfé, la communauté de communes des Vals d'Aix et Isable, la communauté de communes du Pays entre Loire et Rhône, le syndicat mixte du parc naturel régional du Pilat, la communauté de communes des Monts du Pilat, la communauté de communes du Pilat Rhodanien, Vienne Condrieu Agglomération et Saint-Etienne Métropole,
Vu la convention relative à la mise en œuvre du Développement Local mené par les Acteurs Locaux dans le cadre du Plan Stratégique National 2023-2027 entre la Région Auvergne-Rhône-Alpes et le Groupe d'action locale Auvergne-Rhône-Alpes Loire en date du 18 décembre 2023,
Vu l'avenant n° 1 à la convention de partenariat pour la mise en œuvre et le pilotage du programme LEADER Loire 2023-2027 approuvé par délibération du Conseil communautaire ayant pour objet d'adapter l'organisation de l'animation et de la gestion du programme LEADER LOIRE,

Considérant que le programme LEADER est une initiative de l'Union européenne destinée à soutenir des actions innovantes de développement rural autour d'une stratégie de territoire reposant sur un partenariat public privé, formalisée et animée par un groupe d'action locale (GAL),
Considérant que Loire Forez agglomération assure le portage de ce dispositif pour le compte du GAL,
Considérant que le GAL connaît depuis l'automne 2025 une situation de sous-effectif liée au départ d'un agent employé par Roannais agglomération en charge de l'animation et de la gestion du programme LEADER et que son remplacement partiel n'a pas permis de retrouver le niveau de ressources humaines nécessaire au bon fonctionnement du programme et à l'accompagnement des porteurs de projets,
Considérant qu'il convient, dans ce contexte, d'adapter l'organisation des moyens humains du GAL afin d'assurer la continuité de ses missions, la bonne mise en œuvre de la stratégie locale de développement et la consommation optimale des crédits européens alloués au territoire,
Considérant l'article 7 de la convention de partenariat pour la mise en œuvre et le pilotage du programme LEADER Loire stipulant que toute modification de la convention doit faire l'objet d'un avenant,
Considérant qu'il convient donc de conclure un avenant n°2 à la convention de partenariat afin de prévoir le transfert de l'emploi de chargé de mission du secteur Roannais à Loire Forez agglomération, qui devient ainsi l'employeur de trois équivalents temps plein sur les 3,5 ETP affectés au programme, le Syndicat mixte du Parc naturel régional du Pilat demeurant employeur de 0,5 ETP,
Considérant que cette évolution conduit également à adapter les modalités de prise en charge financière du programme et de sollicitation des financements FEADER sans impact sur le reste à charge partagé entre les partenaires,
Proposition : approuver l'avenant 2 à la convention de partenariat pour la mise en œuvre et le pilotage du programme LEADER Loire, autoriser M. le Président ou son représentant dûment habilité à signer ledit avenant ainsi que l'ensemble des documents et actes nécessaires à son exécution.
Pour : 38 Contre : 0 Abstention :0
DELIB2026-184

M. Jean-Luc MATRAY souhaite apporter une précision concernant le programme LEADER. Il évoque notamment l'expérience menée dans le cadre d'un dossier relatif à l'aménagement de la place du souvenir sur sa commune de Belmont de la Loire. Alors que le projet répondait aux critères du dispositif, son

financement n'a finalement pas été retenu au motif que la commune bénéficiait déjà de plusieurs autres financements, notamment du Département, de la DETR et de la Région.
Il regrette le manque de visibilité sur les financements accordés dans le cadre du programme LEADER et indique avoir sollicité des informations sur leur répartition et les projets concernés, sans obtenir de réponse précise. Il souhaite que la collectivité puisse disposer d'un retour sur les financements attribués, notamment à l'échelle du territoire.
M. Didier FONTAINE indique que des financements restent actuellement disponibles sur le territoire, dans le cadre de différents dispositifs, et cite notamment un financement accordé à Regny.
Monsieur le Président compare le programme LEADER actuel avec le précédent programme, qui était géré à l'échelle du Roannais et permettait notamment d'accompagner des projets portés par des collectivités et, surtout, par des acteurs privés. Il indique que le dispositif actuel ne permettrait plus de soutenir les porteurs de projets privés dans les mêmes conditions.
Il souligne également les difficultés rencontrées pour accéder au dispositif et constituer les dossiers. Il cite notamment le cas de sa commune Saint-Denis-de-Cabanne, qui avait été identifiée pour certains projets d'aménagement, mais pour lesquelles les modalités d'accès au dispositif et l'accompagnement nécessaire à la constitution des dossiers n'ont pas été suffisamment clairs.
M. Jean-Luc MATRAY souligne néanmoins que les agents chargés du dispositif se déplacent sur le terrain et consacrent un temps important à l'accompagnement et au suivi des dossiers.
Monsieur le Président reconnaît cet investissement, et estime que les procédures demeurent particulièrement lourdes, y compris lors des phases de contrôle, les dépenses faisant l'objet d'un suivi très précis. Il considère que cette complexité interroge l'efficacité globale du dispositif.
Il relève par ailleurs une diminution significative de l'enveloppe consacrée au programme LEADER à l'échelle départementale par rapport au précédent programme géré à l'échelle du Roannais. Il estime également que les critères d'attribution des financements manquent de lisibilité.
Enfin, Monsieur le Président regrette l'absence de réunion d'information ou d'échange depuis le début du mandat et souligne que la collectivité ne dispose actuellement d'aucun retour sur le niveau de consommation des crédits du programme.

DIVERS

Monsieur le Président termine en transmettant plusieurs informations aux élus :

Il indique que la prochaine conférence des maires, prévue le premier jeudi d'octobre, sera notamment consacrée à une intervention du syndicat mixte du SCOT, qui permettra aux élus de poser leurs questions. Une seconde partie sera consacrée, de manière synthétique, au projet de contrat de délégation de service public (DSP).

Il rappelle que, sauf contre-ordre, les conférences des Maires sont fixées le premier jeudi de chaque mois et invite les maires à réserver ces dates dans leur agenda. À titre exceptionnel, la conférence de décembre sera décalée au deuxième jeudi du mois.

Monsieur le Président informe également les élus que Monsieur le Préfet viendra à la rencontre des Maires le mercredi 21 octobre après-midi. Les modalités et le contenu de cette rencontre seront précisés ultérieurement.

Il rappelle par ailleurs que les différentes instances de fonctionnement de la Communauté de communes, notamment les comités consultatifs et les commissions, sont progressivement mises en place depuis le mois de septembre, et précise qu'une copie des convocations est désormais systématiquement adressée aux mairies, afin d'assurer une meilleure information des maires et de favoriser la participation des délégués désignés par les communes. Il souligne l'importance de cette participation et indique que, si nécessaire, les communes peuvent procéder à une modification de leurs représentants. Il relève toutefois une participation satisfaisante lors des premières réunions, avec parfois deux délégués présents par commune.

Concernant les plans communaux de sauvegarde (PCS), Monsieur le Président revient sur une réunion organisée à la Sous-Préfecture et précise que celle-ci n'a pas apporté d'éléments nouveaux par rapport aux informations déjà communiquées lors de la conférence des maires. Il rappelle néanmoins que les communes soumises à l'obligation d'élaborer un PCS doivent transmettre les éléments nécessaires avant la fin du mois de novembre.
Il souligne l'importance pour les communes de disposer d'un PCS opérationnel, y compris lorsqu'elles ne sont pas directement exposées à un risque d'inondation. Il rappelle que d'autres événements, tels que des incendies ou des épisodes orageux importants, peuvent survenir n'importe où sur l'ensemble du territoire.
Monsieur le Président précise que le PCS, comme le plan intercommunal de sauvegarde (PICS), n'a pas nécessairement à être entièrement finalisé à la fin du mois de novembre. Il indique que les éléments prioritaires à transmettre concernent l'identification des risques et surtout l'organisation opérationnelle permettant de réagir efficacement en cas de crise.
Il recommande ainsi de privilégier des documents simples et opérationnels, notamment des « fiches réflexes », permettant aux élus et aux services de savoir rapidement quelle conduite tenir en cas d'événement.

Monsieur le Président indique ensuite que la 1 000e inscription au dispositif de transport solidaire a été enregistrée, trois ans après sa mise en place. Il considère ce résultat comme un signe de l'utilité du dispositif et des services qu'il rend à la population du territoire.

Enfin, en lien avec la GEMAPI, Monsieur le Président invite les élus à participer à la présentation de la démarche « Eau'défi » organisée le 14 octobre à 18 h 45 au Théâtre Saint-Philibert de Charlieu, à l'initiative du Président du SYMISOA. Il précise que cette rencontre, déjà présentée lors d'un précédent conseil communautaire, permettra d'exposer plus largement la démarche à la population et à l'ensemble des personnes intéressées, alors qu'une nouvelle phase opérationnelle va être engagée.

- Le prochain conseil communautaire se tiendra le jeudi 15 octobre 2026 à 19h en salle du conseil, au siège administratif de la Communauté de Communes, 9 place de la Bouverie 42190 Charlieu.

La séance est levée à 21H00 minutes.

La Secrétaire de séance
Représentante de la commune de CHARLIEU
Mme. DE CASTRO RIBEIRO Odette

Le Président de la Communauté
De Communes
M René VALORGE

Charlieu-Belmont Communauté

Procès-verbal approuvé par les conseillers communautaires présents lors de la séance du conseil communautaire du 17 septembre 2026,
Rendu public par publication sur le site de la communauté le .....

15 OCT. 2026